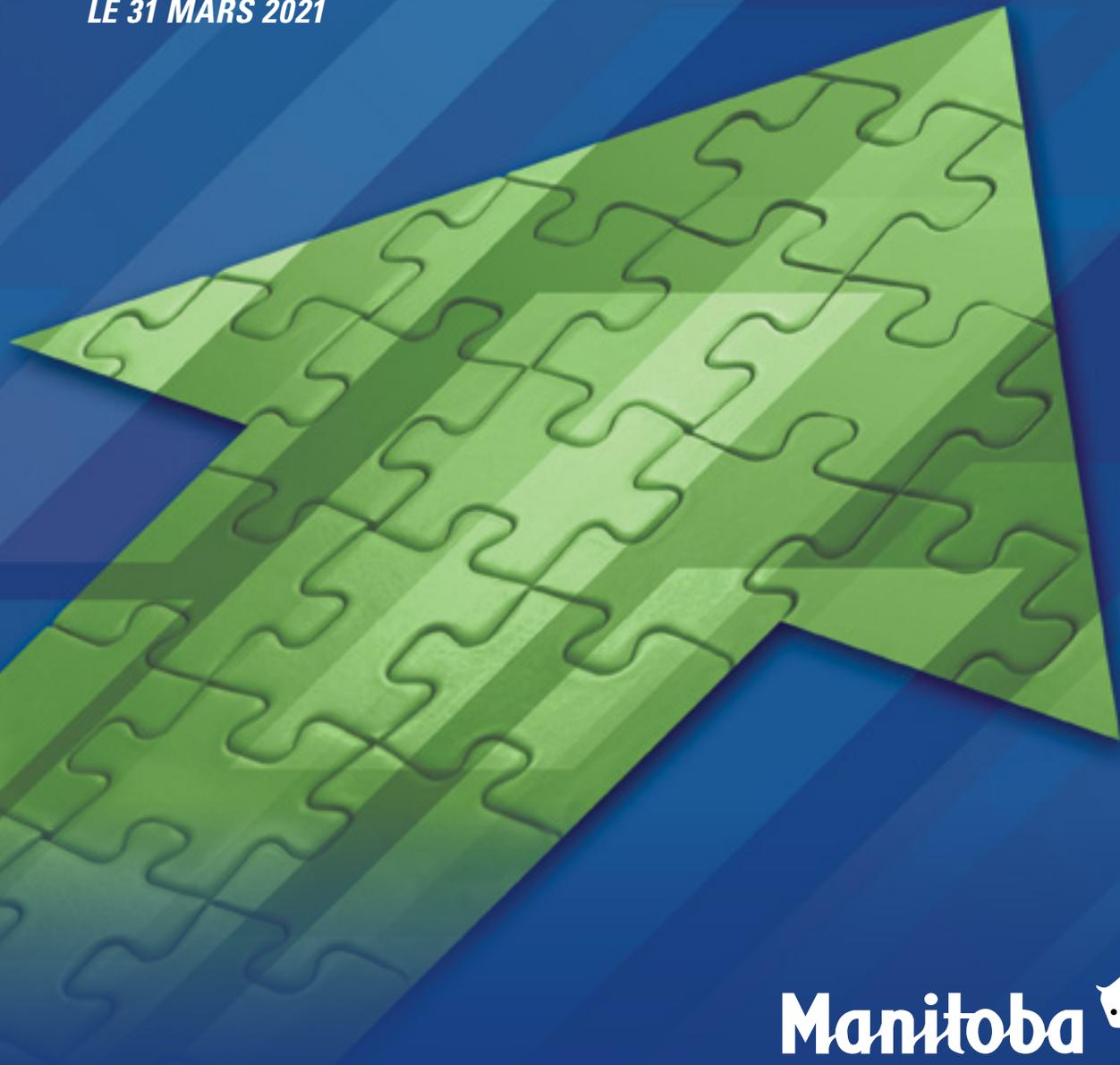


FAIRE AVANCER LE MANITOBA BUDGET 2020

**BUDGET DES DÉPENSES
POUR L'EXERCICE SE TERMINANT
LE 31 MARS 2021**



**BUDGET
DES DÉPENSES
DU MANITOBA
DE 2020**

**POUR L'EXERCICE
SE TERMINANT LE 31 MARS 2021
DÉPOSÉ POUR ADOPTION
LORS DE LA DEUXIÈME SESSION
DE LA QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE**

**M. SCOTT FIELDING
MINISTRE DES FINANCES**

Manitoba 

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	3
Dépenses	7
 Budget des dépenses	
<hr/>	
Aperçu	11
 Partie A – Fonctionnement	
Sommaires :	
Crédits législatifs et crédits	15
Coûts de fonctionnement et coûts d'immobilisations	16
État comparatif des dépenses	17
 Partie B – Investissements en immobilisations	
Sommaires :	
Crédits législatifs et crédits	18
Prévisions des investissements en immobilisations 2020-2021	19
 Partie C – Prêts et garanties	
Sommaires :	
Prévisions des prêts et des garanties 2020-2021	20
 Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables	
Sommaires :	
Prévisions des investissements en immobilisations d'autres entités comptables 2020-2021	
 Rubriques :	
Assemblée législative (1)	23
Conseil exécutif (2)	29
Agriculture et Développement des ressources (3)	31
Services centralisés (8)	39
Commission de la fonction publique (17)	45
Conservation et Climat (12)	48
Services de la Couronne (5)	54
Développement économique et Formation (10)	56
Éducation (16)	62
Régime de retraite de la fonction publique et autres frais (6)	68
Familles (9)	71
Finances (7)	78
Santé, Aînés et Vie active (21)	89
Relations avec les Autochtones et le Nord (19)	102
Infrastructure (15)	105
Justice (4)	113
Relations avec les municipalités (13)	121
Sport, Culture et Patrimoine (14)	128
Allègements fiscaux (33)	133

TABLE DES MATIÈRES

Crédits d'autorisation (26)	135
Mise en œuvre de certaines ententes (26-1)	136
Rajustements liés aux services internes (26-2)	136
Fonds du plan vert et de réduction du carbone (26-3)	138
Urgences diverses et autres crédits (27)	139
Urgences diverses (27-1)	140
Provision pour les pertes et dépenses des sociétés d'État et d'autres organismes gouvernementaux (27-2)	140
Dette publique (31)	141

INTRODUCTION

INTRODUCTION

Budget des dépenses

Le présent document inclut le Budget des dépenses relatives aux crédits approuvés, aux crédits législatifs et aux dépenses non votées pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021. Le détail des intentions de dépenses des ministères est fourni dans le présent document, car il constitue une composante clé du Budget sommaire de 2020 examiné par les députés de l'Assemblée législative.

Un aperçu des crédits approuvés, des crédits législatifs et des dépenses non votées avec comparaison au budget de l'exercice précédent est fourni.

INTRODUCTION

Dépenses

pour l'exercice se terminant le 31 mars

Ministère	Budget de 2020-2021	Prévisions de 2019-2020	Budget de 2019-2020
	(milliers de dollars)		
Assemblée législative	49 906	63 651	50 858
Conseil exécutif	4 225	4 269	4 269
Agriculture et Développement des ressources	239 021	326 984	229 464
Services centralisés	206 272	188 313	190 600
Commission de la fonction publique	24 658	23 179	23 179
Conservation et Climat	145 114	244 554	132 740
Services de la Couronne	1 832	1 305	1 376
Développement économique et Formation	969 291	951 276	953 561
Éducation	1 640 830	1 441 898	1 442 207
Régimes de retraite de la fonction publique et autres frais	24 113	27 070	24 113
Familles	2 107 691	2 083 975	2 088 584
Finances	80 791	80 926	80 758
Santé, Aînés et Vie active	6 300 515	6 216 754	6 198 342
Relations avec les Autochtones et le Nord	30 515	28 825	30 515
Infrastructure	460 065	427 626	427 657
Justice	661 195	654 493	654 714
Relations avec les municipalités	379 621	369 776	363 657
Sport, Culture et Patrimoine	72 765	71 542	72 455
Allègements fiscaux	398 005	386 840	386 840
Crédits d'autorisation	391 232	211 357	245 037
Urgences diverses et autres crédits	100 500	27 650	44 300
Dette publique	822 437	824 646	907 646
Total des dépenses	15 110 594	14 656 909	14 552 872

**BUDGET
DES DÉPENSES
DU MANITOBA
DE 2020**

POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 31 MARS 2021

APERÇU

Le Budget des dépenses du Manitoba pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021 donne le détail des dépenses que le gouvernement a l'intention d'engager au cours de l'exercice 2020-2021. Il énumère les crédits annuels que doit approuver l'Assemblée législative en vertu de la Loi portant affectation de crédits. Y figurent également, conformément à l'article 30 de la Loi sur la gestion des finances publiques, les crédits législatifs qui ne nécessitent pas un vote de l'Assemblée législative. Les notes explicatives ci-dessous sont fournies dans le but de faciliter l'examen de ce budget.

Modifications apportées au Budget des dépenses de 2020-2021

Le Budget des dépenses de 2020-2021 comprend deux nouvelles catégories de dépenses : la Partie C, qui correspond aux prêts et aux garanties consentis à des tiers; et la Partie D, qui représente les investissements en immobilisations d'autres entités comptables.

À compter du présent exercice, les dépenses non votées sont détaillées dans la Partie A – Fonctionnement du Budget des dépenses. Ces dépenses ne nécessitent pas de vote parce qu'elles ne requièrent pas de paiement sur le Trésor.

Des mesures ont également été prises pour réorganiser le format imprimé du Budget des dépenses afin de rendre notre « hiérarchie » plus uniforme et transparente. Dans ce but, nous utilisons davantage une présentation normalisée et uniforme entre les ministères, laquelle est fondée sur nos quatre « engagements financiers » :

- 1) Salaires et avantages sociaux;
- 2) Autres dépenses;
- 3) Subventions;
- 4) Aide financière.

Ces modifications amélioreront la transparence dans tous les budgets des ministères; elles permettront une analyse plus uniforme; elles réduiront le fardeau administratif interne du gouvernement et offriront une visibilité financière accrue; elles permettront de mieux harmoniser les Comptes publics avec le Budget pour faciliter les comparaisons; et elles amélioreront la divulgation financière du Manitoba, conformément aux pratiques exemplaires utilisées ailleurs.

En outre, deux nouveaux domaines d'activité ont été créés pour le Budget des dépenses :

Dette publique (31)

Les frais d'intérêt sur la dette publique constituent un crédit législatif prévu au paragraphe 30(1) de la Loi sur la gestion des finances publiques. Les frais d'intérêts de chacun des ministères sont maintenant inclus dans ce domaine d'activité pour faciliter la consultation et la comparaison.

Allègements fiscaux (33)

Ce domaine d'activité contient les dépenses non votées pour les crédits d'impôt énoncés dans la Loi de l'impôt sur le revenu. Il contient également les crédits votés pour les remboursements d'impôt.

Auparavant, les dépenses pour les allègements fiscaux étaient imprimées dans les différents domaines d'activité des ministères.

APERÇU

Loi annuelle portant affectation de crédits

La loi annuelle portant affectation de crédits prévoit des crédits affectés aux dépenses des ministères énoncées dans la Partie A (Fonctionnement), la Partie B (Investissements en immobilisations), la Partie C (Prêts et garanties) et la Partie D (Investissements en immobilisations d'autres entités comptables). Les crédits de chaque partie sont annuels et arrivent à échéance à la fin de chaque exercice financier.

Catégories de dépenses

Partie A – Fonctionnement

Cette partie du Budget des dépenses comprend les quatre catégories suivantes :

Dépenses de fonctionnement – dépenses liées à la prestation directe des programmes et services du gouvernement, y compris les salaires et les avantages sociaux, les coûts généraux de fonctionnement, les subventions et l'aide financière à d'autres entités comptables et à des tiers, et d'autres dépenses. Celles-ci comprennent les subventions en capital aux organismes, comme les municipalités, pour la construction ou l'amélioration des immobilisations qui leur appartiennent.

Dépenses législatives – dépenses qui sont couvertes automatiquement en vertu de lois, comme les dépenses pour l'Assemblée législative (y compris celles visant les hauts fonctionnaires indépendants), les indemnités et les avantages sociaux des députés, et les frais liés au service de la dette. Ces frais sont indiqués dans le Budget des dépenses par les lettres « D.L. » dans la colonne « Rés. n^o » du Budget détaillé, et constituent une dépense non votée. Ces dépenses sont incluses dans le Budget des dépenses à des fins informatives seulement. Elles ne font pas partie de la loi annuelle portant affectation de crédits ni des crédits provisoires, et sont automatiquement payées sur le Trésor.

Dépenses non votées – dépenses sans incidence sur la trésorerie, pour lesquelles aucun paiement n'est requis sur le Trésor. Ces dépenses non votées sont incluses dans le Budget des dépenses à des fins informatives. Elles ne font pas partie de la loi annuelle portant affectation de crédits ni des crédits provisoires. La mention D.N.V. dans la colonne « Rés. n^o » du Budget détaillé représente une dépense non votée. Les dépenses non votées comprennent les catégories suivantes :

Coûts d'amortissement liés aux immobilisations – les coûts d'amortissement constituent une dépense à des fins comptables, mais ils sont liés aux crédits de la Partie B votés lorsque les immobilisations ont été construites ou acquises.

Allègements fiscaux – les allègements fiscaux constituent une dépense à des fins comptables, mais ils sont reçus comme une compensation des recettes fiscales fédérales, et constituent donc une dépense sans incidence sur la trésorerie.

Modifications comptables – ces frais de rajustement de bilan sont approuvés par d'autres moyens et ne nécessitent pas de fonds prélevés sur le Trésor.

Partie B – Investissements en immobilisations

Cette partie correspond aux crédits pour les dépenses ministérielles d'acquisition ou d'achat annuel d'immobilisations corporelles; l'amortissement de ces immobilisations est traité à la Partie A. On entend par immobilisations corporelles les biens dont la durée de vie utile dépasse une année et qui sont acquis, construits ou développés, et conservés pour être utilisés et non revendus.

APERÇU

Partie C – Prêts et garanties

Cette partie correspond aux crédits pour les prêts et les garanties des ministères accordés à des tiers, notamment les prêts aux étudiants de niveau postsecondaire, aux producteurs agricoles ou aux entreprises. Au cours des exercices précédents, ces montants étaient autorisés en vertu de la loi d'emprunt annuelle.

Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables

Cette partie correspond aux crédits pour les acquisitions ou achats annuels d'immobilisations corporelles par d'autres entités comptables, comme les offices régionaux de la santé, les divisions scolaires, les établissements d'enseignement postsecondaire et les sociétés d'État. Les immobilisations corporelles sont amorties sur toute la durée de leur vie utile au-delà d'un an. Au cours des exercices précédents, ces montants étaient autorisés en vertu de la loi d'emprunt annuelle.

Budget des dépenses de l'année précédente

Le Budget des dépenses pour l'exercice précédent comprend le Budget des dépenses et tout financement additionnel que l'Assemblée législative a approuvé en vertu d'une affectation supplémentaire de crédits.

Afin de pouvoir tirer des renseignements utiles de la comparaison entre les années, il peut être nécessaire de rajuster les chiffres du Budget des dépenses de l'exercice précédent. Cet ajustement permet de tenir compte des changements apportés à l'organisation du gouvernement ainsi que de tout autre rajustement nécessaire pour établir la comparaison.

Autorisations de dépenser supplémentaires

L'Assemblée législative approuve les crédits du Budget des dépenses principal par numéros de résolutions (« Rés. n° » dans le Budget détaillé). L'autorisation de dépenser ne peut pas être transférée entre les principaux crédits, sauf s'il s'agit de transferts à partir des crédits que mentionne la rubrique intitulée « Crédits d'autorisation » (p. ex., pour la Mise en œuvre de certaines ententes).

Si des dépenses supplémentaires sont nécessaires à cause de circonstances imprévues, le gouvernement doit déposer un Budget des dépenses supplémentaire et une loi portant affectation supplémentaire de crédits quand l'Assemblée siège, ou obtenir l'autorisation de faire ces dépenses par mandat spécial si l'Assemblée ne siège pas ou qu'elle a suspendu ses travaux pendant au moins 10 jours. Tout Budget des dépenses supplémentaire fait partie du total des dépenses votées pour cet exercice.

Crédits d'autorisation et autres crédits

En plus des ministères, le Budget comprend des rubriques séparées pour les crédits se rapportant à des programmes qui sont administrés par plusieurs ministères lorsqu'il est important de connaître le montant total accordé à chacun de ces programmes ou lorsque la répartition des fonds entre les divers ministères n'est pas encore déterminée au moment de l'impression du Budget. Dans certains cas, le ministre des Finances affecte des fonds aux ministères à partir des crédits d'autorisation, selon le besoin. Dans d'autres cas, les ministères ont le pouvoir d'imputer directement à la rubrique ad hoc les dépenses autorisées.

APERÇU

Recouvrements

Pour assurer une plus grande transparence des transactions interministérielles lorsqu'une affectation de crédits dans un ministère a une incidence sur une affectation dans un autre ministère, le Budget des dépenses indique le coût de fonctionnement total des différents programmes en répartissant les frais généraux parmi ces programmes. Les recouvrements des coûts comprennent les dépenses pour les assurances, les subventions en remplacement de taxes et d'impôts et certains avantages sociaux. Le recouvrement des coûts figure dans un sous-poste intitulé « Moins : Somme récupérable d'autres postes » ou est indiqué comme faisant partie d'une autorisation de recouvrement dans un sous-poste. Cela signifie qu'une partie ou la totalité des coûts du programme sont récupérés auprès d'autres programmes par imputation au ministère en question ou à d'autres ministères. Les sommes récupérées pour les services fournis dans le cadre de programmes ne relevant pas du périmètre comptable consolidé figurent dans les recettes.

Organismes de service spécial

Les organismes de service spécial sont des prestataires de services qui ont une responsabilité plus directe en matière de résultats d'exploitation. Ils peuvent offrir des services directement au public, des services internes au gouvernement pour ses opérations ou encore des programmes de réglementation et d'exécution des lois. Les organismes de service spécial sont créés par règlement et fonctionnent en vertu d'une charte ayant reçu l'approbation du ministre des Finances. Le financement de fonctionnement des organismes de service spécial n'est normalement pas prévu dans le Budget des dépenses annuel, car ces organismes sont censés s'autofinancer à l'aide des divers droits et tarifs qu'ils appliquent, même si ce n'est pas toujours le cas. Cependant, chacun d'entre eux est mentionné dans les prévisions du ministère responsable.

Documents budgétaires supplémentaires

Les documents intitulés *Supplementary Information for Legislative Review*, produits par chaque ministère et déposés à l'Assemblée législative avant la tenue des séances du Comité des subsides, donnent de plus amples renseignements sur les dépenses prévues.

Obligation redditionnelle des ministères

Le Budget des dépenses tient compte de la retenue de 20 % du traitement des ministres prévue dans la Loi sur la responsabilité financière et la protection des contribuables. La retenue est versée à la publication du rapport annuel de l'exercice indiquant que le gouvernement n'a pas enregistré de déficit ou qu'il a enregistré un déficit non interdit supérieur au montant de référence de l'exercice visé.

PARTIE A – FONCTIONNEMENT
CRÉDITS LÉGISLATIFS ET CRÉDITS

	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
Total des crédits législatifs	842 927	(9,3)	929 018
Total des crédits à voter	13 653 509	3,6	13 181 816
Total des dépenses non votées	614 158	38,9	442 038
Total de la Partie A – Dépenses de fonctionnement	15 110 594	3,8	14 552 872

*** Conciliation**
(milliers de \$)

	CRÉDITS LÉGISLATIFS	CRÉDITS À VOTER	DÉPENSES NON VOTÉES	TOTAL
PARTIE A – FONCTIONNEMENT				
Budget des dépenses publié 2019-2020	246 372	13 957 866	-	14 204 238
Transfert venant de :				
Divers ministères	334 012	(776 050)	442 038	-
Transfert allant à :				
Recettes	348 634	-	-	348 634
Budget des dépenses 2019-2020 (après rajustement)	929 018	13 181 816	442 038	14 552 872

PARTIE A – FONCTIONNEMENT
COÛTS DE FONCTIONNEMENT ET COÛTS D'IMMOBILISATIONS

(milliers de \$)

	<u>COÛTS LIÉS AUX IMMOBILISATIONS *</u>				TOTAL
	DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	SUBVENTIONS EN CAPITAL	ACTIF GÉNÉRAL	INFRASTRUCTURE	
Assemblée législative					
• Dépenses législatives	20 490	-	-	-	20 490
• Autres crédits	29 416	-	-	-	29 416
Conseil exécutif	4 225	-	-	-	4 225
Agriculture et Développement des ressources	238 112	100	809	-	239 021
Services centralisés	164 104	-	42 168	-	206 272
Commission de la fonction publique	24 658	-	-	-	24 658
Conservation et Climat	134 817	-	4 660	5 637	145 114
Services de la Couronne	1 832	-	-	-	1 832
Développement économique et Formation	956 342	11 571	1 378	-	969 291
Éducation	1 553 200	87 622	8	-	1 640 830
Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	24 113	-	-	-	24 113
Familles	2 105 075	2 033	583	-	2 107 691
Finances	78 873	-	1 918	-	80 791
Santé, Aînés et Vie active	6 085 099	213 587	1 829	-	6 300 515
Relations avec les Autochtones et le Nord	26 672	3 797	-	46	30 515
Infrastructure	205 785	-	7 305	246 975	460 065
Justice	657 526	-	3 669	-	661 195
Relations avec les municipalités	241 386	137 525	710	-	379 621
Sport, Culture et Patrimoine	72 748	-	17	-	72 765
Allègements fiscaux	398 005	-	-	-	398 005
Crédits d'autorisation	389 732	1 500	-	-	391 232
Urgences diverses et autres crédits	100 500	-	-	-	100 500
Dette publique (dépenses législatives)	822 437	-	-	-	822 437
TOTAL	14 335 147	457 735	65 054	252 658	15 110 594

* Comprend les coûts d'amortissement liés aux immobilisations corporelles déjà acquises et à celles qui seront acquises pendant l'exercice 2020-2021.

PARTIE A – FONCTIONNEMENT
ÉTAT COMPARATIF DES DÉPENSES

	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)
Assemblée législative			
• Dépenses législatives	20 490	(4,1)	21 372
• Autres crédits	29 416	(0,2)	29 486
Conseil exécutif	4 225	(1,0)	4 269
Agriculture et Développement des ressources	239 021	4,2	229 464
Services centralisés	206 272	8,2	190 600
Commission de la fonction publique	24 658	6,4	23 179
Conservation et Climat	145 114	9,3	132 740
Services de la Couronne	1 832	33,1	1 376
Développement économique et Formation	969 291	1,6	953 561
Éducation	1 640 830	13,8	1 442 207
Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	24 113	-	24 113
Familles	2 107 691	0,9	2 088 584
Finances	80 791	-	80 758
Santé, Aînés et Vie active	6 300 515	1,6	6 198 342
Relations avec les Autochtones et le Nord	30 515	-	30 515
Infrastructure	460 065	7,6	427 657
Justice	661 195	1,0	654 714
Relations avec les municipalités	379 621	4,4	363 657
Sport, Culture et Patrimoine	72 765	0,4	72 455
Allègements fiscaux	398 005	2,9	386 840
Crédits d'autorisation	391 232	59,7	245 037
Urgences diverses et autres crédits	100 500	126,9	44 300
Dettes publiques	822 437	(9,4)	907 646
TOTAL	15 110 594	3,8	14 552 872

PARTIE B – INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS
CRÉDITS LÉGISLATIFS ET CRÉDITS

	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
Total des crédits législatifs	10 000	-	10 000
Total des investissements en immobilisations à voter	722 210	12,9	639 879
Total de la Partie B – Investissements en immobilisations	732 210	12,7	649 879

*** Conciliation**
(milliers de \$)

	CRÉDITS LÉGISLATIFS	CRÉDITS À VOTER	TOTAL
PARTIE B – INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS			
Prévisions des investissements en immobilisations publiées en 2019-2020	10 000	639 879	649 879
Prévisions des investissements en immobilisations 2019-2020 (après rajustement)	10 000	639 879	649 879

PARTIE B
PRÉVISIONS DES INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS 2020-2021

	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)
Agriculture et Développement des ressources	950	(17,4)	1 150
Services centralisés			
• Dépenses législatives	10 000	-	10 000
• Autres crédits	56 200	-	56 200
Conservation et Climat	5 425	(48,8)	10 586
Familles	56	(80,6)	289
Finances	120	(11,1)	135
Santé, Aînés et Vie active	3 485	259,3	970
Infrastructure	516 159	19,4	432 459
Justice	3 090	-	3 090
Relations avec les municipalités	1 725	-	-
Rajustements liés aux services internes (crédit d'autorisation)	135 000	-	135 000
Total de la Partie B – Investissements en immobilisations	732 210	12,7	649 879

PARTIE C
PRÉVISIONS DES PRÊTS ET DES GARANTIES 2020-2021

	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
Agriculture et Développement des ressources	213 350	-	-
Développement économique et Formation	73 940	-	-
Familles	14 927	-	-
Relations avec les municipalités	67 263	-	-
Total de la Partie C – Prêts et garanties	369 480	-	-

* La présentation des éléments de la Partie C est une nouveauté du Budget de 2020. Il n'y avait donc pas de chiffres comparables dans le Budget de l'année dernière.

PARTIE D
PRÉVISIONS DES INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS D'AUTRES ENTITÉS
COMPTABLES 2020-2021

	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
Services centralisés	19 737	-	-
Services de la Couronne	1 605 334	-	-
Développement économique et Formation	22 900	-	-
Éducation	160 385	-	-
Familles	77 731	-	-
Finances	581	-	-
Santé, Aînés et Vie active	291 217	-	-
Total de la partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables	2 177 885	-	-

* La présentation des éléments de la Partie D est une nouveauté du Budget de 2020. Il n'y avait donc pas de chiffres comparables dans le Budget de l'année dernière.

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1)			
Partie A – Fonctionnement (dépenses législatives)			
1. Indemnités (dépenses législatives)	6 174	1,8	6 064
2. Prestations de retraite (dépenses législatives)	3 449	1,9	3 385
3. Dépenses des députés (dépenses législatives)	9 367	2,1	9 173
4. Financement des élections (dépenses législatives)	1 500	(45,5)	2 750
Sous-total	20 490	(4,1)	21 372
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
5. Autres dépenses de l'Assemblée	10 729	(1,3)	10 875
6. Bureau du vérificateur général	7 338	0,4	7 307
7. Bureau de l'ombudsman	4 043	(0,1)	4 049
8. Bureau du directeur général des élections	1 700	0,3	1 695
9. Bureau du protecteur des enfants et des jeunes	5 606	0,8	5 560
Sous-total	29 416	(0,2)	29 486
Total de la Partie A – Fonctionnement	49 906	(1,9)	50 858
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	29 416	(0,2)	29 486
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total des crédits à voter	29 416	(0,2)	29 486
Dépenses législatives	20 490	(4,1)	21 372
Total de la Partie A – Fonctionnement	49 906	(1,9)	50 858

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A – Fonctionnement			
Budget des dépenses publié 2019-2020			50 865
Transfert allant à :			
- Commission de la fonction publique			(7)
Budget des dépenses 2019-2020 (après rajustement)			<u>50 858</u>
Partie B – Investissements en immobilisations			
Budget des dépenses publié 2019-2020			10 000
Transfert allant à :			
- Services centralisés			(10 000)
Budget des dépenses 2019-2020 (après rajustement)			<u>-</u>

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1), suite				
Partie A – Fonctionnement				
D.L.	1.	Indemnités (dépenses législatives) Indemnités et avantages sociaux des députés.	6 174	6 064
	a)	Députés		
	1)	Salaires et avantages sociaux	5 485	5 388
	b)	Indemnités supplémentaires		
	1)	Salaires et avantages sociaux	189	185
	c)	Cotisation de l'employeur pour les avantages sociaux des députés		
	1)	Salaires et avantages sociaux	500	491
D.L.	2.	Prestations de retraite (dépenses législatives). Prestations de retraite des députés; cotisations de contrepartie au régime enregistré d'épargne-retraite des députés.	3 449	3 385
	a)	Prestations de retraite et remboursements		
	1)	Salaires et avantages sociaux	3 415	3 352
	b)	Régime enregistré d'épargne-retraite		
	1)	Salaires et avantages sociaux	34	33
D.L.	3.	Dépenses des députés (dépenses législatives). Remboursement des dépenses des députés liées à leurs fonctions et devoirs spéciaux.	9 367	9 173
	a)	Dépenses de circonscription		
	1)	Autres dépenses	3 167	3 098
	b)	Loyer des bureaux de circonscription		
	1)	Autres dépenses	840	821
	c)	Résidence temporaire et indemnité de séjour		
	1)	Autres dépenses	499	487
	d)	Indemnité de transport quotidien		
	1)	Autres dépenses	8	8
	e)	Indemnité de déplacement		
	1)	Autres dépenses	801	783
	f)	Allocation relative aux besoins spéciaux et au fonctionnement		
	1)	Autres dépenses	180	177

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1), suite				
	g)	Impression et affranchissement		
	1)	Autres dépenses	500	500
	h)	Dépenses des comités		
	1)	Autres dépenses	5	5
	i)	Adjoints de circonscription		
	1)	Salaires et avantages sociaux	3 367	3 294
D.L.	4.	Financement des élections (dépenses législatives)	1 500	2 750
		Paiement des dépenses électorales pour les élections partielles et les élections générales dans la province. Soutien à la commission indépendante qui revoit les limites des circonscriptions tous les dix ans, conformément à la Loi sur les circonscriptions électorales.		
	a)	Dépenses aux termes de la Loi électorale		
	1)	Salaires et avantages sociaux	660	690
	2)	Autres dépenses	790	1 840
		Sous-total a)	1 450	2 530
	b)	Dépenses aux termes de la Loi sur le financement des élections		
	1)	Autres dépenses	50	220
	c)	Dépenses aux termes de la Loi sur les circonscriptions électorales		
	1)	Autres dépenses	-	-
1.1	5.	Autres dépenses de l'Assemblée	10 729	10 875
		Soutien administratif de l'Assemblée législative.		
	a)	Dépenses de l'Assemblée		
	1)	Salaires et avantages sociaux	8 018	8 196
	2)	Autres dépenses	2 711	2 679
		Sous-total a)	10 729	10 875

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1), suite				
1.2	6.	Bureau du vérificateur général	7 338	7 307
		Audit indépendant des comptes du Trésor et de divers comités, commissions et organismes gouvernementaux, et présentation des résultats de ce travail en conformité avec les dispositions de la Loi sur le vérificateur général.		
	a)	Bureau du vérificateur général		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 885	5 868
		2) Autres dépenses	1 453	1 439
		Sous-total a)	7 338	7 307
1.3	7.	Bureau de l'ombudsman	4 043	4 049
		Reçoit des plaintes et fait enquête conformément à la Loi sur l'ombudsman, à la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée et à la Loi sur les renseignements médicaux personnels, ainsi que pour les divulgations d'actes répréhensibles reçues en vertu de la Loi sur les divulgations faites dans l'intérêt public (protection des divulgateurs d'actes répréhensibles). Redresse les torts subis lorsque la plainte est légitime et le redressement possible. Étudie les questions relatives à la protection de la vie privée et à la confidentialité des renseignements personnels.		
	a)	Bureau de l'ombudsman		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 366	3 387
		2) Autres dépenses	677	662
		Sous-total a)	4 043	4 049
1.4	8.	Bureau du directeur général des élections.	1 700	1 695
		Conformément à la Loi électorale, le Bureau est chargé d'inscrire les électeurs, de superviser les élections et de produire les rapports exigés. Conformément à la Loi sur le financement des élections, il veille à ce que, chaque année et à chaque élection, les partis politiques, les candidats et les associations de circonscription se conforment aux dispositions de la Loi et communiquent les renseignements obligatoires.		
	a)	Bureau du directeur général des élections		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 346	1 341
		2) Autres dépenses	354	354
		Sous-total a)	1 700	1 695

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1), suite				
1.5	9.	Bureau du protecteur des enfants et des jeunes	5 606	5 560
		Le protecteur des enfants et des jeunes représente les droits, les intérêts et les opinions des enfants et des jeunes de l'ensemble du Manitoba qui reçoivent ou qui ont le droit de recevoir les services désignés ou sujets à examen aux termes de la Loi sur le protecteur des enfants et des jeunes. En vertu de la Loi, le protecteur est chargé d'examiner des cas et d'enquêter sur ceux-ci, de présenter des recommandations officielles et de dresser des rapports publics portant sur toute question régie par la Loi sur le protecteur des enfants et des jeunes relativement au bien-être et aux intérêts des enfants et des jeunes du Manitoba.		
	a)	Bureau du protecteur des enfants et des jeunes		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 450	4 434
		2) Autres dépenses	1 156	1 126
		Sous-total a)	5 606	5 560

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
CONSEIL EXÉCUTIF (2)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration.	4 225	(1,0)	4 269
Total de la Partie A – Fonctionnement	4 225	(1,0)	4 269
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement.	4 225	(1,0)	4 269
Subventions en capital.	-	-	-
Total des crédits à voter	4 225	(1,0)	4 269
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général.	-	-	-
Infrastructure.	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	4 225	(1,0)	4 269

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A – Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2019-2020.	4 090
Transfert venant de :	
- Conservation et Climat.	125
- Finances.	57
Transfert allant à :	
- Commission de la fonction publique.	(3)
Budget des dépenses 2019-2020 (après rajustement)	4 269

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
------------------------	-------------------------	----------	-------------------------------	-------------------------------

CONSEIL EXÉCUTIF (2), suite

Partie A – Fonctionnement

2.1	1.	Administration.....	4 225	4 269
		Rémunération des cadres supérieurs et soutien du Cabinet du premier ministre, fonctionnement du Conseil exécutif et bureaux ministériels régionaux.		
	a)	Traitement du premier ministre et président du Conseil exécutif		
		1) Salaires et avantages sociaux	63	63
	b)	Direction et administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 840	3 884
		2) Autres dépenses	322	322
		Sous-total b)	4 162	4 206

CRÉDITS	2019-2020 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES (3)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration et finances	6 270	2,5	6 120
2. Politique et transformation	13 457	2,1	13 180
3. Programmes de gestion des risques, de crédit et de soutien du revenu	136 113	1,9	133 535
4. Gestion et assurance	16 752	2,0	16 424
5. Production et développement économique	16 684	1,7	16 409
6. Gestion des ressources hydriques et biodiversité	36 045	7,1	33 650
7. Développement des ressources	12 891	38,1	9 337
Sous-total	238 212	4,2	228 655
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
8. Coûts liés aux immobilisations	809	-	809
Total de la Partie A – Fonctionnement	239 021	4,2	229 464
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	238 112	4,2	228 555
Subventions en capital	100	-	100
Total des crédits à voter	238 212	4,2	228 655
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	809	-	809
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	239 021	4,2	229 464
Partie B – Investissements en immobilisations			
3. Immobilisations			
Actif général	950	(17,4)	1 150
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B – Investissements en immobilisations	950		1 150
Partie C – Prêts et garanties			
Total de la partie C – Prêts et garanties	213 350	-	-

CRÉDITS	2019-2020 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES (3), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A – Fonctionnement			
Budget des dépenses publié 2019-2020 – Agriculture			183 632
Transfert venant de :			
- Conservation et Climat			36 858
- Développement économique et Formation			10 423
Transfert allant à :			
- Commission de la fonction publique			(75)
- Conservation et Climat			(323)
- Développement économique et Formation			(106)
- Justice			(661)
- Dette publique			(284)
Budget des dépenses 2019-2020 (après rajustement)			<u>229 464</u>
Partie B – Investissements en immobilisations			
Budget des dépenses publié 2019-2020 – Agriculture			500
Transfert venant de :			
- Conservation et Climat			650
Budget des dépenses 2019-2020 (après rajustement)			<u>1 150</u>

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2019-2020 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
------------------------	-------------------------	----------	-------------------------------	-------------------------------

AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES (3), suite

Partie A – Fonctionnement

3.1	1. Administration et finances		6 270	6 120
	Planification, direction et fonction de contrôle, au niveau exécutif, des politiques, des programmes et des ressources du ministère.			
	a) Traitement du ministre			
	1) Salaires et avantages sociaux		42	42
	b) Haute direction			
	1) Salaires et avantages sociaux		777	772
	2) Autres dépenses		80	80
	Sous-total b)		857	852
	c) Services financiers et administratifs			
	1) Salaires et avantages sociaux		3 095	2 994
	2) Autres dépenses		509	467
	Sous-total c)		3 604	3 461
	d) GéoManitoba			
	1) Salaires et avantages sociaux		2 529	2 527
	2) Autres dépenses		839	839
	Sous-total avant les sommes récupérées		3 368	3 366
	3) Autres dépenses		(1 601)	(1 601)
	Total des sommes récupérées		(1 601)	(1 601)
	Sous-total d)		1 767	1 765
3.2	2. Politique et transformation		13 457	13 180
	Dirige l'élaboration et la mise en œuvre de programmes et de politiques qui contribuent à un environnement propice à la compétitivité, à l'adaptabilité et à la durabilité des secteurs de l'agriculture et des ressources naturelles du Manitoba.			
	a) Politique			
	1) Salaires et avantages sociaux		3 443	3 345
	2) Autres dépenses		639	683
	3) Subventions		1 165	1 119
	Sous-total a)		5 247	5 147

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2019-2020 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES (3), suite				
	b)	Transformation		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 547	2 373
		2) Autres dépenses	643	640
		Sous-total b)	3 190	3 013
	c)	Centre de développement de produits alimentaires		
		1) Subventions	2 020	2 020
	d)	Centre d'innovation pour les grains		
		1) Subventions	3 000	3 000
3.3	3.	Programmes de gestion des risques, de crédit et de soutien du revenu . . .	136 113	133 535
		<i>Société des services agricoles du Manitoba</i> : favorise la durabilité de l'agriculture au Manitoba en fournissant des solutions pour la gestion des risques, une gamme de prêts ciblés et d'autres programmes fonciers.		
		<i>Stabilisation du revenu agricole</i> : verse la contribution du Manitoba dans le cadre de programmes de stabilisation qui ont pour but d'aider les agriculteurs à gérer des risques financiers importants pour leur exploitation agricole.		
		<i>Remboursement de la taxe scolaire applicable aux terres agricoles</i> : offre un remboursement de la taxe scolaire appliquée aux terres agricoles.		
	a)	Administration de la Société des services agricoles du Manitoba et coûts liés aux prêts		
		1) Subventions	16 294	14 873
	b)	Programme Agri-protection		
		1) Subventions	50 004	50 027
	c)	Indemnisation des dommages causés par la faune		
		1) Subventions	3 544	2 817
	d)	Moins les sommes récupérables d'autres postes : Intérêt lié aux prêts	(15 600)	(12 200)
	e)	Agri-stabilité		
		1) Subventions	19 688	19 142

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2019-2020 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES (3), suite				
	f)	Agri-investissement		
	1)	Subventions	12 379	13 178
	g)	Remboursement de la taxe scolaire applicable aux terres agricoles		
	1)	Subventions	49 304	45 698
	h)	Hygiène vétérinaire et protection des animaux : Mesures d'intervention et préparation aux situations d'urgence		
	1)	Autres dépenses	500	-
3.4	4.	Gestion et assurance	16 752	16 424
		Mise en œuvre de conditions propices à une santé optimale pour les personnes, les animaux et l'environnement grâce aux efforts de collaboration dans le cadre de l'initiative Une seule santé (One Health), qui font progresser les intérêts du public et de l'industrie.		
	a)	Salubrité et inspection des aliments		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 753	2 699
	2)	Autres dépenses	577	577
		Sous-total a)	3 330	3 276
	b)	Hygiène vétérinaire et protection des animaux		
	1)	Salaires et avantages sociaux	5 407	5 255
	2)	Autres dépenses	3 021	2 941
	3)	Subventions	11	11
		Sous-total b)	8 439	8 207
	c)	Agro-ressources		
	1)	Salaires et avantages sociaux	3 605	3 563
	2)	Autres dépenses	1 378	1 378
		Sous-total c)	4 983	4 941
	d)	Programme d'encouragement à l'agriculture durable		
	1)	Subventions	1 500	1 500
	e)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(1 500)	(1 500)

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2019-2020 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES (3), suite				
3.5	5.	Production et développement économique	16 684	16 409
		Mise en œuvre de conditions qui permettent d'accélérer le développement économique durable dans la chaîne de valeur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agricoles.		
	a)	Promotion de l'industrie		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 474	3 536
		2) Autres dépenses	890	914
		3) Subventions	755	671
		Sous-total a)	5 119	5 121
	b)	Agriculture primaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 961	5 926
		2) Autres dépenses	1 270	1 170
		3) Subventions	1 065	965
		Sous-total b)	8 296	8 061
	c)	Transformation des aliments et des produits agricoles		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 574	2 532
		2) Autres dépenses	470	470
		3) Subventions	125	125
		4) Subventions en capital	100	100
		Sous-total c)	3 269	3 227
3.6	6.	Gestion des ressources hydriques et biodiversité	36 045	33 650
		Mise en œuvre de conditions qui permettent d'accélérer le développement économique durable des ressources hydriques, foncières, fauniques, halieutiques et forestières ainsi que des écosystèmes du Manitoba.		
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	518	509
		2) Autres dépenses	74	74
		Sous-total a)	592	583
	b)	Sciences de l'eau et gestion des bassins hydrographiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 284	3 254
		2) Autres dépenses	875	825
		Sous-total b)	4 159	4 079

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2019-2020 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES (3), suite				
	c)	Faune et pêche		
		1) Salaires et avantages sociaux	6 684	6 732
		2) Autres dépenses	4 800	2 300
		3) Subventions	357	357
		Sous-total c)	11 841	9 389
	d)	Terres		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 910	1 938
		2) Autres dépenses	2 167	2 167
		3) Subventions	81	131
		Sous-total d)	4 158	4 236
	e)	Aide aux districts de conservation et à la gestion des bassins hydrographiques		
		1) Subventions	5 520	5 520
	f)	Initiatives de gestion des ressources hydriques		
		1) Autres dépenses	22	22
		2) Subventions	529	529
		Sous-total f)	551	551
	g)	Forêts et tourbières		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 872	4 940
		2) Autres dépenses	3 588	3 588
		3) Subventions	23	23
		Sous-total g)	8 483	8 551
	h)	Aide au transport pour les pêcheurs du Nord		
		1) Autres dépenses	396	396
	i)	Plants pour la régénération forestière		
		1) Autres dépenses	345	345
3.7	7.	Développement des ressources.....	12 891	9 337
		Mise en œuvre de conditions qui permettent d'accélérer le développement économique durable des ressources minières, pétrolières et gazières, et la production d'agrégats au Manitoba.		
	a)	Services de réglementation		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 455	2 195
		2) Autres dépenses	3 895	491
		Sous-total a)	6 350	2 686

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2019-2020 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES (3), suite				
	b)	Aménagement du territoire et exploitation des ressources		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 198	1 138
	2)	Autres dépenses	905	430
	3)	Subventions	400	-
		Sous-total b)	2 503	1 568
	c)	Services géologiques		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 438	2 453
	2)	Autres dépenses	1 553	2 583
		Sous-total c)	3 991	5 036
	d)	Conseils et commissions		
	1)	Salaires et avantages sociaux	31	31
	2)	Autres dépenses	16	16
		Sous-total d)	47	47
D.N.V.	8.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	809	809
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
	1)	Amortissement	809	809
Partie B – Investissements en immobilisations				
3.8	3.	Immobilisations.	950	1 150
		Couvre les coûts d'acquisition de matériel.		
	a)	Actif général	950	1 150
Partie C – Prêts et garanties				
3.9	3.	Programmes de prêts et de garanties	213 350	-
		Autorisation des investissements pour répondre aux besoins en matière d'immobilisations et d'exploitation non budgétaires.		
	a)	Société des services agricoles du Manitoba	213 100	-
	b)	Programme de lots pour chalet	250	-

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
SERVICES CENTRALISÉS (8)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration et finances	1 446	3,3	1 400
2. Programmes d'immobilisations	114 138	7,2	106 489
3. Technologie et transformation opérationnelle.	43 812	(0,7)	44 110
4. Approvisionnement et chaîne logistique.	4 708	10,2	4 273
Sous-total	164 104	5,0	156 272
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
5. Coûts liés aux immobilisations	42 168	22,8	34 328
Total de la Partie A – Fonctionnement	206 272	8,2	190 600
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement.	164 104	5,0	156 272
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	164 104	5,0	156 272
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	42 168	22,8	34 328
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	206 272	8,2	190 600
Partie B – Investissements en immobilisations			
8. Immobilisations			
Actif général	56 200	-	56 200
Infrastructure	-	-	-
Total des crédits à voter	56 200	-	56 200
Dépenses législatives.	10 000	-	10 000
Total de la Partie B – Investissements en immobilisations	66 200	-	66 200
Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables			
Total de la Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables	19 737	-	-

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
SERVICES CENTRALISÉS (8), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A – Fonctionnement			
Budget des dépenses publié 2019-2020			-
Transfert venant de :			
- Conservation et Climat			283
- Éducation			2 030
- Finances			225 115
- Santé, Aînés et Vie active			356
- Infrastructure			472
- Justice			125
- Relations avec les municipalités			2 711
Transfert allant à :			
- Commission de la fonction publique			(62)
- Infrastructure			(87)
- Justice			(793)
- Dette publique			(39 550)
Budget des dépenses 2019-2020 (après rajustement)			<u>190 600</u>
Partie B – Investissements en immobilisations			
Budget des dépenses publié 2019-2020			-
Transfert venant de :			
- Assemblée législative			10 000
- Finances			56 200
Budget des dépenses 2019-2020 (après rajustement)			<u>66 200</u>

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
SERVICES CENTRALISÉS (8), suite				
Partie A – Fonctionnement				
8.1	1.	Administration et finances	1 446	1 400
		Planification, haute direction et soutien administratif pour le ministère, y compris l'établissement de politiques et de directives pour les programmes, le contrôle central, et les services financiers et administratifs.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	42	-
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	315	342
		2) Autres dépenses	12	12
		Sous-total b)	327	354
	c)	Services administratifs et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 007	976
		2) Autres dépenses	70	70
		Sous-total c)	1 077	1 046
8.2	2.	Programmes d'immobilisations	114 138	106 489
		<i>Planification des immobilisations et gestion des ententes</i> : gère la négociation des ententes de financement d'immobilisations bilatérales et trilatérales et des partenariats, soutient la gestion du plan annuel d'affectation des immobilisations et du cadre d'immobilisations du Manitoba.		
		<i>Planification et exécution des projets d'immobilisations</i> : exécute et gère les projets d'immobilisations des ministères; élabore et met en œuvre des méthodes novatrices pour le financement et l'exécution de projets (p. ex. PPP, planification de conception intégrée, ingénierie et conception-construction de la valeur) et supervise leur utilisation.		
		<i>Gestion des immobilisations</i> : gère les immobilisations actuelles du gouvernement, fournit des services d'entretien pour les immobilisations détenues, offre des services immobiliers au gouvernement et supervise la cession de biens immobiliers et fonciers.		

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
SERVICES CENTRALISÉS (8), suite				
	a)	Planification des immobilisations et gestion des ententes		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 725	1 853
		2) Autres dépenses	140 911	140 856
		Sous-total avant les sommes récupérées	143 636	142 709
		3) Autres dépenses	(140 696)	(140 696)
		Total des sommes récupérées	(140 696)	(140 696)
		Sous-total a)	2 940	2 013
	b)	Planification et exécution des projets d'immobilisations		
		1) Salaires et avantages sociaux	9 782	7 534
		2) Autres dépenses	22 151	21 981
		Sous-total avant les sommes récupérées	31 933	29 515
		3) Autres dépenses	(22 343)	(22 343)
		Total des sommes récupérées	(22 343)	(22 343)
		Sous-total b)	9 590	7 172
	c)	Gestion des immobilisations		
		1) Salaires et avantages sociaux	30 643	26 508
		2) Autres dépenses	96 641	96 472
		Sous-total avant les sommes récupérées	127 284	122 980
		3) Autres dépenses	(25 676)	(25 676)
		Total des sommes récupérées	(25 676)	(25 676)
		Sous-total c)	101 608	97 304

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
SERVICES CENTRALISÉS (8), suite				
8.3	3.	Technologie et transformation opérationnelle	43 812	44 110
		Organisme central assumant la responsabilité générale de la stratégie, des politiques et de la prestation de services ayant trait à la technologie et à la transformation opérationnelle pour le gouvernement du Manitoba.		
	a)	Technologies de l'information et des communications du gouvernement		
		1) Salaires et avantages sociaux	18 929	18 964
		2) Autres dépenses	99 716	96 844
		Sous-total avant les sommes récupérées	118 645	115 808
		3) Salaires et avantages sociaux	(894)	(894)
		4) Autres dépenses	(75 224)	(72 086)
		Total des sommes récupérées	(76 118)	(72 980)
		Sous-total a)	42 527	42 828
	b)	Service d'informatique du Palais législatif		
		1) Salaires et avantages sociaux	975	972
		2) Autres dépenses	310	310
		Sous-total b)	1 285	1 282
	c)	Réseaux informatiques en apprentissage et en recherche pédagogique du Manitoba	-	-
8.4	4.	Approvisionnement et chaîne logistique	4 708	4 273
		Orientation stratégique, politiques et processus des fonctions gouvernementales liées à l'approvisionnement et à la chaîne logistique.		
	a)	Approvisionnement et chaîne logistique		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 988	3 573
		2) Autres dépenses	720	700
		Sous-total a)	4 708	4 273
	b)	Organisme chargé de la distribution du matériel	-	-
	c)	Organisme de gestion des véhicules gouvernementaux et de l'équipement lourd	-	-

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
SERVICES CENTRALISÉS (8), suite				
D.N.V.	5.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées) Couvre les coûts liés aux immobilisations.	42 168	34 328
	a)	Actif général		
	1)	Amortissement	43 124	35 284
		Sous-total avant les sommes récupérées	43 124	35 284
	2)	Amortissement	(956)	(956)
		Total des sommes récupérées	(956)	(956)
		Sous-total a)	42 168	34 328
<hr/>				
Partie B – Investissements en immobilisations				
8.5	8.	Immobilisations Acquisition de matériel et de biens corporels, projets majeurs de construction et de rénovation de bâtiments, et développement ou mise à niveau des systèmes de technologies de l'information.	56 200	56 200
	a)	Actif général		
	1)	Projets d'immobilisations centralisés	51 000	51 000
	2)	Projets de technologie de l'information	5 200	5 200
		Sous-total a)	56 200	56 200
D.L.	8.1	Immobilisations (dépenses législatives) Restauration du palais législatif et de ses terrains.	10 000	10 000
	a)	Actif général		
	1)	Projets de restauration et de préservation du palais législatif marquant son centenaire	10 000	10 000
<hr/>				
Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables				
8.6	8.	Investissements en immobilisations d'autres entités comptables Développement ou mise à niveau de l'infrastructure stratégique, du matériel et des systèmes de technologies de l'information.	19 737	-
	a)	Leaf Rapids Town Properties Ltd	1 600	
	b)	Organisme de gestion des véhicules gouvernementaux et de l'équipement lourd	15 637	-
	c)	Organisme chargé de la distribution du matériel	2 500	-

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE (17)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Commission de la fonction publique.	<u>24 658</u>	6,4	<u>23 179</u>
Total de la Partie A – Fonctionnement	<u>24 658</u>	6,4	<u>23 179</u>
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement.	<u>24 658</u>	6,4	<u>23 179</u>
Subventions en capital.	-	-	-
Total des crédits à voter	<u>24 658</u>	6,4	<u>23 179</u>
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général.	-	-	-
Infrastructure.	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	<u>24 658</u>	6,4	<u>23 179</u>

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A – Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2019-2020.	22 161
Transfert venant de :	
- Finances.	98
- Divers ministères.	949
Transfert allant à :	
- Justice.	(29)
Budget des dépenses 2019-2020 (après rajustement).	<u>23 179</u>

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE (17), suite				
Partie A – Fonctionnement				
17.1	1.	Commission de la fonction publique.	24 658	23 179
		<i>Haute direction</i> : offre des services d'orientation de la gestion et de planification de la Commission; conseille le gouvernement sur les questions stratégiques relatives aux ressources humaines; fournit des services de soutien à la gestion au Conseil de la Commission de la fonction publique.		
		<i>Politiques, programmes et apprentissage</i> : élabore des initiatives, des politiques et des programmes qui renforcent les capacités du personnel et de l'organisme, et soutiennent l'engagement et la gouvernance efficace des ressources humaines.		
		<i>Opérations</i> : offre conseils, orientation et soutien aux ministères et organismes du gouvernement pour l'élaboration et la mise en œuvre des services de ressources humaines afin de constituer et de maintenir une fonction publique de haute qualité.		
		<i>Équité, perfectionnement professionnel et formation en stages</i> : permet au gouvernement d'assurer le recrutement et le perfectionnement des employés conformément aux objectifs globaux de recrutement, de maintien des effectifs, de participation et de diversité.		
		<i>Programme d'aide aux employés et aux familles</i> : services de counseling et d'intervention en milieu de travail pour les employés et les membres de leur famille qui se présentent directement pour demander de l'aide face à divers problèmes personnels ou interpersonnels ayant des effets négatifs sur leur vie familiale ou professionnelle.		
		<i>Relations du travail</i> : fournit des conseils stratégiques et de l'expertise au gouvernement concernant les relations de travail, notamment pour les négociations collectives, la gestion des contrats, l'administration des classifications et des avantages sociaux et les services de coordination, de consultation et de recherches sur la rémunération du secteur public.		
	a)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	503	477
		2) Autres dépenses	56	56
		Sous-total a)	559	533
	b)	Politiques, programmes et apprentissage		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 514	2 497
		2) Autres dépenses	1 410	1 410
		3) Subventions	24	24
		Sous-total avant les sommes récupérées	3 948	3 931
	4)	Autres dépenses	(320)	(320)
		Total des sommes récupérées	(320)	(320)
		Sous-total b)	3 628	3 611

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE (17), suite				
	c)	Opérations		
		1) Salaires et avantages sociaux	14 133	14 156
		2) Autres dépenses	1 146	1 146
		Sous-total avant les sommes récupérées	15 279	15 302
		3) Salaires et avantages sociaux	(147)	(147)
		4) Autres dépenses	(186)	(186)
		Total des sommes récupérées	(333)	(333)
		Sous-total c)	14 946	14 969
	d)	Équité, perfectionnement professionnel et formation en stages		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 830	1 323
		2) Autres dépenses	111	66
		Sous-total avant les sommes récupérées	2 941	1 389
		3) Salaires et avantages sociaux	(736)	(736)
		Total des sommes récupérées	(736)	(736)
		Sous-total d)	2 205	653
	e)	Programme d'aide aux employés et aux familles		
		1) Salaires et avantages sociaux	658	665
		2) Autres dépenses	76	76
		Sous-total avant les sommes récupérées	734	741
		3) Autres dépenses	(129)	(129)
		Total des sommes récupérées	(129)	(129)
		Sous-total e)	605	612
	f)	Relations du travail		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 240	2 326
		2) Autres dépenses	475	475
		Sous-total f)	2 715	2 801

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
CONSERVATION ET CLIMAT (12)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Finances et services partagés	6 511	0,9	6 453
2. Parcs et protection des ressources	45 855	0,1	45 827
3. Gérance de l'environnement	29 418	66,2	17 697
4. Bureau de mise en œuvre du Plan vert et climatique	3 431	16,1	2 954
5. Lutte contre les incendies échappés	49 602	(0,3)	49 748
Sous-total	134 817	9,9	122 679
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
6. Coûts liés aux immobilisations	10 297	2,3	10 061
Total de la Partie A – Fonctionnement	145 114	9,3	132 740
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	134 817	9,9	122 679
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	134 817	9,9	122 679
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	4 660	(1,1)	4 712
Infrastructure	5 637	5,4	5 349
Total de la Partie A – Fonctionnement	145 114	9,3	132 740
Partie B – Investissements en immobilisations			
12. Immobilisations			
Actif général	835	(48,0)	1 607
Infrastructure	4 590	(48,9)	8 979
Total de la Partie B – Investissements en immobilisations	5 425	(48,8)	10 586

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
---------	-------------------------------	-------------------------------------------------	--------------------------------

CONSERVATION ET CLIMAT (12), suite

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A – Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2019-2020 – Développement durable Manitoba	196 621
Transfert venant de :	
- Agriculture et Développement des ressources	323
- Développement économique et Formation	2 198
- Finances	197
Transfert allant à :	
- Conseil exécutif	(125)
- Agriculture et Développement des ressources	(36 858)
- Services centralisés	(283)
- Commission de la fonction publique	(51)
- Justice	(487)
- Relations avec les municipalités	(2 531)
- Sport, Culture et Patrimoine	(14 343)
- Dette publique	(11 921)
Budget des dépenses 2019-2020 (après rajustement)	132 740

Partie B – Investissements en immobilisations

Budget des dépenses publié 2019-2020 – Développement durable Manitoba	11 236
Transfert allant à :	
- Agriculture et Développement des ressources	(650)
Budget des dépenses 2019-2020 (après rajustement)	10 586

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
------------------------	-------------------------	----------	-------------------------------	-------------------------------

CONSERVATION ET CLIMAT (12), suite

Partie A – Fonctionnement

12.1	1.	Finances et services partagés	6 511	6 453
		Haute direction et services à l'ensemble du ministère : services financiers, technologies de l'information et soutien administratif. Travaux à l'échelle du ministère pour élaborer des politiques stratégiques et coordonner les dispositions législatives, les rapports et les autres documents d'information destinés à la haute direction.		
		<i>Commission de protection de l'environnement</i> : évalue les répercussions environnementales des projets de développement, fait des recommandations et donne des conseils à ce sujet; enquête et fait des recherches sur les questions environnementales; entreprend des activités éducatives destinées au grand public.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	42	42
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	691	678
		2) Autres dépenses	182	182
		Sous-total b)	873	860
	c)	Services administratifs et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 582	3 542
		2) Autres dépenses	718	718
		Sous-total c)	4 300	4 260
	d)	Commission de protection de l'environnement		
		1) Salaires et avantages sociaux	334	328
		2) Autres dépenses	79	79
		Sous-total d)	413	407
	e)	Législation, politique et coordination		
		1) Salaires et avantages sociaux	786	787
		2) Autres dépenses	97	97
		Sous-total e)	883	884

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
CONSERVATION ET CLIMAT (12), suite				
12.2	2.	Parcs et protection des ressources	45 855	45 827
		Coordination et intégration des programmes et services liés aux parcs et aux zones protégées; soutien des bureaux de district; mise en application des lois et des règlements.		
	a)	Parcs et espaces protégés		
		1) Salaires et avantages sociaux	20 334	20 300
		2) Autres dépenses	8 933	8 933
		3) Subventions	393	393
		Sous-total a)	29 660	29 626
	b)	Application de la loi en matière de ressources		
		1) Salaires et avantages sociaux	12 511	12 517
		2) Autres dépenses	3 684	3 684
		Sous-total b)	16 195	16 201
12.3	3.	Gérance de l'environnement	29 418	17 697
		Élabore et coordonne la mise en œuvre de programmes environnementaux. Veille à l'évaluation des répercussions environnementales des projets de développement. Offre des programmes d'intervention d'urgence en cas d'urgences environnementales.		
		Élabore des lois et des règlements, des lignes directrices, des plans et des programmes visant la protection et la gestion durables de l'environnement du Manitoba. Fournit des services de surveillance et de réglementation visant à garantir la salubrité de l'eau potable du Manitoba. Garantit la sécurité concernant les licences relatives au drainage et à l'utilisation durables de l'eau du Manitoba.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	338	383
		2) Autres dépenses	43	43
		Sous-total a)	381	426
	b)	Conformité et application de la loi en matière d'environnement		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 641	4 668
		2) Autres dépenses	828	721
		Sous-total b)	5 469	5 389

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
CONSERVATION ET CLIMAT (12), suite				
	c)	Autorisations environnementales		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 970	2 918
		2) Autres dépenses	1 861	1 968
		Sous-total c)	4 831	4 886
	d)	Élaboration de programmes environnementaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 109	1 112
		2) Autres dépenses	8 813	91
		3) Subventions	37	37
		Sous-total d)	9 959	1 240
	e)	Service de l'eau potable		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 267	2 249
		2) Autres dépenses	622	622
		Sous-total e)	2 889	2 871
	f)	Licences relatives au drainage et à l'utilisation de l'eau		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 386	2 382
		2) Autres dépenses	503	503
		Sous-total f)	2 889	2 885
	g)	Réserve pour l'atténuation de la contamination par le plomb		
		1) Autres dépenses	3 000	-
12.4	4.	Bureau de mise en œuvre du Plan vert et climatique.	3 431	2 954
		Élabore et coordonne la mise en œuvre du Plan vert et climatique du Manitoba, y compris l'élaboration des politiques et la mise en œuvre des programmes.		
	a)	Bureau de mise en œuvre du Plan vert et climatique		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 475	2 423
		2) Autres dépenses	448	448
		Sous-total a)	2 923	2 871
	b)	Politique énergétique		
		1) Salaires et avantages sociaux	250	75
		2) Autres dépenses	258	8
		Sous-total b)	508	83

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
CONSERVATION ET CLIMAT (12), suite				
12.5	5.	Lutte contre les incendies échappés	49 602	49 748
		Prestation de programmes de prévention et d'atténuation des incendies échappés et de préparation à leur égard. Prestation de programmes d'extinction des incendies échappés, au besoin.		
	a)	Lutte contre les incendies échappés		
		1) Salaires et avantages sociaux	9 614	9 760
		2) Autres dépenses	10 684	10 684
		Sous-total a)	20 298	20 444
	b)	Extinction des incendies échappés		
		1) Autres dépenses	29 304	29 304
D.N.V.	6.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	10 297	10 061
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	4 660	4 712
	b)	Infrastructure		
		1) Amortissement	5 637	5 349
Partie B – Investissements en immobilisations				
12.6	12.	Immobilisations	5 425	10 586
		<i>Actif général</i> : prise en charge des coûts de développement et de mise à niveau des systèmes de technologies de l'information et acquisition de matériel.		
		<i>Infrastructure</i> : construction liée à l'infrastructure des parcs, à l'amélioration des emplacements de camping et à d'autres projets d'infrastructure.		
	a)	Actif général	835	1 607
	b)	Infrastructure	4 590	8 979

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
SERVICES DE LA COURONNE (5)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration	662	(1,3)	671
2. Services de la Couronne	1 170	66,0	705
Total de la Partie A – Fonctionnement	1 832	33,1	1 376
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	1 832	33,1	1 376
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	1 832	33,1	1 376
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	1 832	33,1	1 376
Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables			
Total de la partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables	1 605 334	-	-

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A – Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2019-2020	-
Transfert venant de :	
- Finances	1 377
Transfert allant à :	
- Commission de la fonction publique	(1)
Budget des dépenses 2019-2020 (après rajustement)	1 376

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
SERVICES DE LA COURONNE (5), suite				
Partie A – Fonctionnement				
5.1	1.	Administration	662	671
		Haute direction et gestion du ministère des Services de la Couronne, y compris le maintien d'une infrastructure adéquate pour permettre la circulation de l'information entre le gouvernement et ses sociétés d'État.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	42	42
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	566	575
		2) Autres dépenses	54	54
		Sous-total b)	620	629
5.2	2.	Services de la Couronne	1 170	705
		Liaison avec les sociétés d'État en vue de répondre aux préoccupations de la population manitobaine. Aide à la gestion des besoins législatifs et réglementaires, et conseils à l'égard de questions touchant les plans d'affaires et d'immobilisations ainsi que d'autres décisions importantes des conseils. Respect des obligations découlant de la Loi sur la gouvernance et l'obligation redditionnelle des corporations de la Couronne.		
	a)	Services de la Couronne		
		1) Salaires et avantages sociaux	901	526
		2) Autres dépenses	269	179
		Sous-total a)	1 170	705
Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables				
5.3	3.	5. Investissements en immobilisations d'autres entités comptables	1 605 334	-
		Développement ou mise à niveau de l'infrastructure stratégique, du matériel et des systèmes de technologies de l'information.		
	a)	Régie de l'hydro-électricité du Manitoba	1 490 000	-
	b)	Société manitobaine des alcools et des loteries	55 245	-
	c)	Société manitobaine des alcools et des loteries – Programme d'immobilisations des premières nations	1 400	-
	d)	Société d'assurance publique du Manitoba	58 689	-

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET FORMATION (10)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration et finances	3 749	(2,2)	3 832
2. Croissance et innovation dans l'industrie	48 938	2,4	47 798
3. Enseignement postsecondaire et compétences	909 609	1,6	894 883
4. Immigration Manitoba	5 617	0,5	5 591
Sous-total	967 913	1,7	952 104
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
5. Coûts liés aux immobilisations	1 378	(5,4)	1 457
Total de la Partie A – Fonctionnement	969 291	1,6	953 561
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	956 342	1,7	940 533
Subventions en capital	11 571	-	11 571
Total des crédits à voter	967 913	1,7	952 104
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	1 378	(5,4)	1 457
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	969 291	1,6	953 561
Partie C – Prêts et garanties			
Total de la Partie C – Prêts et garanties	73 940	-	-
Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables			
Total de la partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables	22 900	-	-

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET FORMATION (10), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A – Fonctionnement			
Budget des dépenses publié 2019-2020 – Croissance, Entreprise et Commerce Manitoba			80 667
Transfert venant de :			
- Éducation			902 714
- Familles			615
- Relations avec les Autochtones et le Nord.			4 200
- Relations avec les municipalités			79
Transfert allant à :			
- Agriculture et Développement des ressources.			(10 317)
- Commission de la fonction publique.			(77)
- Conservation et Climat.			(2 198)
- Familles			(156)
- Finances.			(17 795)
- Relations avec les Autochtones et le Nord.			(1 500)
- Justice			(368)
- Allègements fiscaux			(1 700)
- Dette publique			(603)
Budget des dépenses 2019-2020 (après rajustement)			953 561

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET FORMATION (10), suite				
Partie A – Fonctionnement				
10.1	1.	Administration et finances	3 749	3 832
		Leadership et coordination à l'échelle du ministère en ce qui a trait aux services financiers ainsi qu'aux services de planification stratégique et de technologie de l'information dans le but d'aider le ministère et les organismes connexes à réaliser leurs mandats.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	42	42
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	691	683
		2) Autres dépenses	73	73
		Sous-total b)	764	756
	c)	Finances et services ministériels		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 515	2 405
		2) Autres dépenses	428	629
		Sous-total c)	2 943	3 034
10.2	2.	Croissance et innovation dans l'industrie	48 938	47 798
		Direction d'une approche gouvernementale générale pour la mise en œuvre du Plan d'action pour la croissance économique du Manitoba en collaboration avec les entreprises, l'industrie, les organismes partenaires et les autres ordres de gouvernement. Aide financière aux entreprises, aux associations sectorielles, aux conseils sectoriels et aux agences de développement économique pour soutenir le perfectionnement professionnel et la formation de la main-d'œuvre, et faciliter la création, la croissance et la multiplication d'entreprises au Manitoba.		
		<i>Centre de technologie industrielle</i> : facilite le développement économique au Manitoba en offrant des services de technologie industrielle.		
	a)	Développement économique et croissance		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 143	5 104
		2) Autres dépenses	4 818	6 670
		Sous-total avant les sommes récupérées	9 961	11 774
		3) Autres dépenses	(2 250)	(4 356)
		Total des sommes récupérées	(2 250)	(4 356)
		Sous-total a)	7 711	7 418
	b)	Programme de croissance de l'innovation		
		1) Subventions	2 148	2 148

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET FORMATION (10), suite				
	c)	Voyage Manitoba		
	1)	Subventions	12 405	12 089
	d)	Équipe Manitoba		
	1)	Subventions	25 354	24 827
	e)	Perfectionnement de la main-d'œuvre dans l'industrie		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 086	1 082
	2)	Autres dépenses	84	84
		Sous-total e)	1 170	1 166
	f)	Centre de technologie industrielle		
	1)	Subventions	150	150
10.3	3.	Enseignement postsecondaire et compétences	909 609	894 883
		Direction de la Stratégie relative aux compétences, au talent et aux connaissances du Manitoba. Soutien financier aux universités, collèges et autres établissements d'enseignement postsecondaire. Aide financière aux étudiants du niveau postsecondaire. Promotion et financement des programmes d'apprentissage, de reconnaissance professionnelle, d'alphabétisation et d'éducation permanente. Programmes et services d'emploi et de formation, collaboration avec des particuliers, des établissements d'enseignement, des employeurs et des collectivités pour aider les personnes à faire la transition vers l'emploi.		
	a)	Administration		
	1)	Salaires et avantages sociaux	832	812
	2)	Autres dépenses	193	193
		Sous-total a)	1 025	1 005
	b)	Enseignement postsecondaire et résultats sur le marché du travail		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 675	1 666
	2)	Autres dépenses	283	483
	3)	Subventions	679 632 (1)	687 298
	4)	Subventions en capital	11 571	11 571
		Sous-total b)	693 161	701 018

1. Le montant total autorisé pour les subventions s'élève à 679 840 \$, soit 679 632 \$ inclus dans le ministère du Développement économique et de la Formation et 208 \$ inclus dans la Mise en œuvre de certaines ententes, projets liés à l'immigration.

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET FORMATION (10), suite				
	c)	Inscription, contrôle et soutien financier aux étudiants		
	1)	Salaires et avantages sociaux	4 231	3 750
	2)	Autres dépenses	5 671	1 091
	3)	Subventions	17 269	15 469
		Sous-total c)	27 171	20 310
	d)	Initiative de bourses d'études et d'entretien du Manitoba		
	1)	Subventions	10 000	6 980
	e)	Bourses d'études canadiennes		
	1)	Subventions	2 410	1 350
	f)	Administration des prêts étudiants et exemption d'intérêts		
	1)	Autres dépenses	13 506	7 379
	g)	Apprentissage Manitoba		
	1)	Salaires et avantages sociaux	4 058	4 053
	2)	Autres dépenses	1 058	1 058
	3)	Aide financière	17 664	17 664
		Sous-total avant les sommes récupérées	22 780	22 775
	4)	Aide financière	(2 237)	(2 237)
		Total des sommes récupérées	(2 237)	(2 237)
		Sous-total g)	20 543	20 538
	h)	Partenariats pour les compétences et l'emploi		
	1)	Salaires et avantages sociaux	17 362	17 244
	2)	Autres dépenses	2 747	2 747
	3)	Subventions	109 075	103 703
	4)	Aide financière	22 866	22 866
		Sous-total h)	152 050	146 560
	i)	Moins : Somme récupérable d'autres postes		
	1)	Aide financière	(10 257)	(10 257)
10.4	4.	Immigration Manitoba.....	5 617	5 591
		Promotion du Manitoba comme destination de choix pour les travailleurs qualifiés, les étudiants internationaux, les entrepreneurs et les investisseurs. Coordination et soutien de l'intégration des nouveaux arrivants au Manitoba.		

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET FORMATION (10), suite				
	a)	Services d'immigration		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 961	3 935
		2) Autres dépenses	1 124	1 124
		Sous-total a)	5 085 (2)	5 059
	b)	Bureau du commissaire à l'équité du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	476	476
		2) Autres dépenses	56	56
		Sous-total b)	532	532
D.N.V.	5.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	1 378	1 457
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	1 378	1 457
Partie C – Prêts et garanties				
10.5	6.	10. Programmes de prêts et de garanties	73 940	-
		Investissements pour répondre aux besoins en matière d'immobilisations et d'exploitation non budgétaires.		
	a)	Aide financière aux entreprises	10 000	-
	b)	Fonds de développement économique local	8 000	-
	c)	Manitoba Opportunities Fund Limited	500	-
	d)	Aide aux étudiants du Manitoba	55 440	-
Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables				
10.6	7.	10. Investissements en immobilisations d'autres entités comptables	22 900	-
		Développement et mise à niveau de l'infrastructure stratégique, du matériel et des systèmes de technologies de l'information.		
	a)	Établissements d'enseignement postsecondaire	22 900	-

2. Le montant total autorisé pour les services d'immigration s'élève à 12 283 \$, soit 5 085 \$ inclus dans le ministère du Développement économique et de la Formation et 7 198 \$ inclus dans la Mise en œuvre de certaines ententes, projets liés à l'immigration.

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
ÉDUCATION (16)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Haute direction	817	4,2	784
2. Éducation de la maternelle à la 12 ^e année.	46 297	19,5	38 750
3. Services généraux et d'éducation	5 119	6,5	4 805
4. Soutien aux écoles	1 500 967	14,0	1 317 130
5. Financement des immobilisations	87 622	8,5	80 729
Sous-total	1 640 822	13,8	1 442 198
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
6. Coûts liés aux immobilisations	8	(11,1)	9
Total de la Partie A – Fonctionnement	1 640 830	13,8	1 442 207
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	1 553 200	14,1	1 361 469
Subventions en capital	87 622	8,5	80 729
Total des crédits à voter	1 640 822	13,8	1 442 198
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	8	(11,1)	9
Infrastructure.	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	1 640 830	13,8	1 442 207
Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables			
Total de la Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables	160 385	-	-

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
ÉDUCATION (16), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A – Fonctionnement			
Budget des dépenses publié 2019-2020 – Éducation et Formation Manitoba			2 765 508
Transfert venant de :			
- Familles			7 001
- Relations avec les municipalités			27
Transfert allant à :			
- Services centralisés			(2 030)
- Commission de la fonction publique.			(37)
- Développement économique et Formation			(902 714)
- Santé, Aînés et Vie active			(650)
- Justice			(175)
- Relations avec les municipalités			(205)
- Allègements fiscaux			(350 505)
- Dette publique			(74 013)
Budget des dépenses 2019-2020 (après rajustement)			<u>1 442 207</u>

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
ÉDUCATION (16), suite				
Partie A – Fonctionnement				
16.1	1.	Haute direction	817	784
		Planification, haute direction et soutien administratif pour le ministère, y compris l'établissement de politiques et de directives pour les programmes.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	42	42
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	646	613
		2) Autres dépenses	129	129
		Sous-total b)	775	742
16.2	2.	Éducation de la maternelle à la 12 ^e année.	46 297	38 750
		Direction, coordination et soutien pour les systèmes publics et indépendants d'enseignement primaire et secondaire en vue d'améliorer les résultats d'apprentissage de tous les élèves, y compris ceux qui ont des besoins spéciaux, tout au long de leur vie, dans les programmes anglais, français et d'immersion française; élaboration et mise en œuvre d'un cadre provincial des politiques mettant l'accent sur les résultats, notamment en littératie et en numératie, sur l'équité et l'inclusion, la citoyenneté, la durabilité, le bien-être, et la participation du public.		
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	705	702
		2) Autres dépenses	199	199
		Sous-total a)	904	901
	b)	Manitoba School for the Deaf		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 067	3 045
		2) Autres dépenses	298	298
		3) Aide financière	80	80
		Sous-total b)	3 445	3 423
	c)	Enseignement, programmes d'études et évaluation		
		1) Salaires et avantages sociaux	9 558	9 557
		2) Autres dépenses	5 620	3 247
		3) Subventions	6 606	6 606
		Sous-total c)	21 784	19 410

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
ÉDUCATION (16), suite				
	d)	Soutien à l'inclusion		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 376	4 240
		2) Autres dépenses	1 872	1 872
		3) Subventions	105	105
		Sous-total d)	6 353	6 217
	e)	Bureau de l'éducation française		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 549	4 537
		2) Autres dépenses	906	906
		3) Subventions	3 356	3 356
		Sous-total e)	8 811	8 799
	f)	Transformation de l'éducation de la maternelle à la 12 ^e année		
		1) Autres dépenses	5 000	-
	g)	Centre de ressources d'apprentissage du Manitoba	-	-
16.3	3.	Services généraux et d'éducation	5 119	4 805
		Dirige le processus de planification stratégique et opérationnelle ainsi que les initiatives législatives et réglementaires du ministère; appuie l'élaboration des politiques et l'évaluation du rendement basées sur des données probantes; atteste les compétences du personnel enseignant des écoles manitobaines et appuie les conseils et commissions réglementaires et non réglementaires de la maternelle à la 12 ^e année. La division est aussi responsable du contrôle central, des services financiers et administratifs et des services de technologie de l'information.		
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	307	286
		2) Autres dépenses	21	21
		Sous-total a)	328	307
	b)	Services d'administration scolaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 657	1 657
		2) Autres dépenses	179	179
		Sous-total b)	1 836	1 836
	c)	Politique et planification		
		1) Salaires et avantages sociaux	804	745
		2) Autres dépenses	337	337
		Sous-total c)	1 141	1 082

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
ÉDUCATION (16), suite				
	d)	Services financiers et administratifs		
	1)	Salaires et avantages sociaux	857	853
	2)	Autres dépenses	104	104
		Sous-total d)	961	957
	e)	Services de technologie novateurs		
	1)	Salaires et avantages sociaux	619	549
	2)	Autres dépenses	234	74
		Sous-total e)	853	623
16.4	4.	Soutien aux écoles	1 500 967	1 317 130
		Finance les divisions scolaires et les écoles indépendantes; veille à ce que les systèmes d'éducation et de formation du Manitoba répondent aux besoins des peuples autochtones; finance la part de l'employeur pour les cotisations d'exercice des enseignants et les frais d'intérêts liés aux emprunts visant à capitaliser partiellement l'obligation non réglée découlant des régimes de retraite.		
	a)	Financement des écoles		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 485	1 485
	2)	Autres dépenses	3 209	3 209
		Sous-total a)	4 694	4 694
	b)	Direction générale de l'inclusion des Autochtones		
	1)	Salaires et avantages sociaux	845	837
	2)	Autres dépenses	167	167
	3)	Subventions	671	671
		Sous-total b)	1 683	1 675
	c)	Subventions de fonctionnement aux écoles		
	1)	Subventions	1 329 400 (1)	1 145 322
	d)	Subventions générales de soutien		
	1)	Subventions	36 744	36 744
	e)	Autres subventions		
	1)	Subventions	1 319	1 568
	f)	Caisse de retraite des enseignants		
	1)	Autres dépenses	127 127	127 127

1. Le montant voté comprend tous les montants payés au Fonds d'aide à l'éducation et les montants à prélever du Fonds.

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
ÉDUCATION (16), suite				
16.5	5.	Financement des immobilisations	87 622	80 729
		Financement des immobilisations des divisions scolaires.		
	a)	Divisions scolaires		
	1)	Subventions en capital	87 622	80 729
D.N.V.	6.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	8	9
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
	1)	Amortissement	8	9
Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables				
16.6	16.	Investissements en immobilisations d'autres entités comptables	160 385	-
		Développement ou mise à niveau de l'infrastructure stratégique, du matériel et des systèmes de technologies de l'information.		
	a)	Divisions scolaires publiques	160 385	-

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
RÉGIME DE RETRAITE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET AUTRES FRAIS (6)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	24 113	-	24 113
Total de la Partie A – Fonctionnement	24 113	-	24 113
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	24 113	-	24 113
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	24 113	-	24 113
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	24 113	-	24 113

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A – Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2019-2020	24 113
Budget des dépenses 2019-2020 (après rajustement)	24 113

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
------------------------	-------------------------	----------	-------------------------------	-------------------------------

RÉGIME DE RETRAITE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET AUTRES FRAIS (6), suite

Partie A – Fonctionnement

6.1	1.	Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	24 113	24 113
		Paiements divers relatifs à la fonction publique, y compris la part de l'employeur pour les cotisations d'exercice, les indemnités de cessation d'emploi et les autres paiements du gouvernement en tant qu'employeur.		
	a)	Coûts liés au Régime de retraite de la fonction publique		
		1) Salaires et avantages sociaux	91 535	91 535
		2) Autres dépenses	1 187	1 187
		Sous-total avant les sommes récupérées	92 722	92 722
		3) Salaires et avantages sociaux	(82 873)	(83 489)
		Total des sommes récupérées	(82 873)	(83 489)
		Sous-total a)	9 849	9 233
	b)	Autres avantages salariaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	10 749	11 397
	c)	Commission des accidents du travail – évaluations		
		1) Salaires et avantages sociaux	6 185	5 358
		2) Autres dépenses	3 515	3 483
		Sous-total avant les sommes récupérées	9 700	8 841
		3) Salaires et avantages sociaux	(6 185)	(5 358)
		Total des sommes récupérées	(6 185)	(5 358)
		Sous-total c)	3 515	3 483
	d)	Régime de pensions du Canada		
		1) Salaires et avantages sociaux	35 481	35 987
	e)	Régime d'assurance-emploi		
		1) Salaires et avantages sociaux	14 185	14 907
	f)	Assurance-vie collective de la fonction publique		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 505	2 389
	g)	Régime d'assurance prévoyant le transport par ambulance et l'hospitalisation dans une chambre à deux lits		
		1) Salaires et avantages sociaux	298	298
	h)	Impôt destiné aux services de santé et à l'enseignement postsecondaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	20 933	21 523

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
	i)	Régime d'assurance dentaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	9 500	10 687
		2) Autres dépenses	500	493
		Sous-total i)	10 000	11 180
	j)	Régime de soins de la vue		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 615	1 959
		2) Autres dépenses	85	99
		Sous-total j)	1 700	2 058
	k)	Programme de remboursement des médicaments délivrés sur ordonnance		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 275	4 308
		2) Autres dépenses	225	258
		Sous-total k)	4 500	4 566
	l)	Régime d'assurance-invalidité de longue durée		
		1) Salaires et avantages sociaux	10 100	9 297
		2) Autres dépenses	700	615
		Sous-total l)	10 800	9 912
	m)	Compte gestion-santé		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 741	5 741
		2) Autres dépenses	259	259
		Sous-total m)	6 000	6 000
	n)	Moins : Somme récupérable d'autres postes		
		1) Salaires et avantages sociaux	(104 633)	(107 096)
		2) Autres dépenses	(1 769)	(1 724)
		Sous-total n)	(106 402)	(108 820)

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
FAMILLES (9)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration et finances	8 285	(1,0)	8 366
2. Prestation de services dans les communautés	1 273 277	1,0	1 260 353
3. Services ministériels	10 313	(17,0)	12 430
4. Services aux enfants et aux jeunes	686 435	(0,2)	688 054
5. Logement	128 798	8,7	118 543
Sous-total	2 107 108	0,9	2 087 746
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
6. Coûts liés aux immobilisations	583	(30,4)	838
Total de la Partie A – Fonctionnement	2 107 691	0,9	2 088 584
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	2 105 075	0,9	2 085 713
Subventions en capital	2 033	-	2 033
Total des crédits à voter	2 107 108	0,9	2 087 746
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	583	(30,4)	838
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	2 107 691	0,9	2 088 584
Partie B – Investissements en immobilisations			
9. Immobilisations			
Actif général	56	(80,6)	289
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B – Investissements en immobilisations	56	(80,6)	289
Partie C – Prêts et garanties			
Total de la Partie C – Prêts et garanties	14 927	-	-

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
FAMILLES (9), suite			
Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables			
Total de la partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables	77 731	-	-

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A – Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2019-2020	2 110 428
Transfert venant de :	
- Développement économique et Formation	156
- Santé, Aînés et Vie active	869
- Sport, Culture et Patrimoine	1 060
Transfert allant à :	
- Commission de la fonction publique	(126)
- Développement économique et Formation	(615)
- Éducation	(7 001)
- Santé, Aînés et Vie active	(12 470)
- Relations avec les Autochtones et le Nord	(362)
- Justice	(3 130)
- Sport, Culture et Patrimoine	(5)
- Dette publique	(220)
Budget des dépenses 2019-2020 (après rajustement)	<u>2 088 584</u>

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
FAMILLES (9), suite				
Partie A – Fonctionnement				
9.1	1.	Administration et finances	8 285	8 366
		Haute direction, obligation redditionnelle des organismes, services financiers, gestion et soutien des technologies opérationnelles, et soutien administratif général du ministère.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	42	42
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	863	903
		2) Autres dépenses	65	65
		Sous-total b)	928	968
	c)	Section de l'obligation redditionnelle et du soutien des organismes		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 127	1 185
		2) Autres dépenses	107	109
		Sous-total c)	1 234	1 294
	d)	Services financiers et administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 814	1 799
		2) Autres dépenses	242	242
		Sous-total d)	2 056	2 041
	e)	Services de soutien des technologies opérationnelles		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 465	1 461
		2) Autres dépenses	2 560	2 560
		Sous-total e)	4 025	4 021
9.2	2.	Prestation de services dans les communautés	1 273 277	1 260 353
		Prestation de services sociaux et de programmes d'aide financière pour les Manitobains.		
	a)	Planification stratégique et soutien des programmes		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 461	1 346
		2) Autres dépenses	4 221	4 221
		Sous-total a)	5 682	5 567
	b)	Services sociaux régionaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	45 822	48 291
		2) Autres dépenses	4 427	4 442
		Sous-total b)	50 249	52 733

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
FAMILLES (9), suite				
	c)	Soutien de l'emploi, du revenu et de la santé		
	1)	Salaires et avantages sociaux	9 618	9 998
	2)	Autres dépenses	554	562
		Sous-total c)	10 172	10 560
	d)	Centre manitobain de développement		
	1)	Salaires et avantages sociaux	24 707	25 989
	2)	Autres dépenses	2 102	2 129
		Sous-total d)	26 809	28 118
	e)	Programmes de soutien des personnes handicapées et services spécialisés		
	1)	Salaires et avantages sociaux	8 680	9 291
	2)	Autres dépenses	368	372
		Sous-total e)	9 048	9 663
	f)	Services d'intégration communautaire des personnes handicapées		
	1)	Autres dépenses	1 290	1 290
	2)	Subventions	1 785	1 785
	3)	Aide financière	458 341	437 148
		Sous-total f)	461 416	440 223
	g)	Services aux enfants handicapés		
	1)	Autres dépenses	9 011	9 011
	2)	Subventions	9 150	9 150
	3)	Aide financière	13 331	13 331
		Sous-total g)	31 492	31 492
	h)	Services à l'enfant et à la famille de Winnipeg		
	1)	Salaires et avantages sociaux	19 004	19 609
	2)	Autres dépenses	1 766	1 778
		Sous-total h)	20 770	21 387
	i)	Aide à l'emploi, au revenu et au loyer		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 729	3 263
	2)	Autres dépenses	7 639	7 650
	3)	Subventions	4 044	4 044
	4)	Aide financière	641 227	645 653
		Sous-total i)	655 639	660 610
	j)	Transformation de l'aide à l'emploi et au revenu		
	1)	Autres dépenses	2 000	-

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
FAMILLES (9), suite				
9.3	3.	Services ministériels	10 313	12 430
		Fournit des services au ministère, y compris dans les domaines de la législation et de la politique stratégique, des relations intergouvernementales et des services d'information, de la formation ainsi que de la sécurité et de l'hygiène du travail.		
	a)	Soutien ministériel		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 644	1 815
		2) Autres dépenses	507	510
		3) Subventions	2 551	4 371
		Sous-total a)	4 702	6 696
	b)	Législation et politique stratégique		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 485	1 507
		2) Autres dépenses	58	60
		Sous-total b)	1 543	1 567
	c)	Bureau du commissaire aux personnes vulnérables		
		1) Salaires et avantages sociaux	513	544
		2) Autres dépenses	82	82
		Sous-total c)	595	626
	d)	Commission d'appel des services sociaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	391	403
		2) Autres dépenses	58	58
		Sous-total d)	449	461
	e)	Bureau des personnes handicapées		
		1) Salaires et avantages sociaux	640	641
		2) Autres dépenses	193	193
		Sous-total e)	833	834
	f)	Bureau de l'innovation sociale		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 175	1 230
		2) Autres dépenses	605	605
		Sous-total f)	1 780	1 835
	g)	Bureau de la transformation		
		1) Salaires et avantages sociaux	391	391
		2) Autres dépenses	20	20
		Sous-total g)	411	411

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
FAMILLES (9), suite				
9.4	4.	Services aux enfants et aux jeunes	686 435	688 054
		Élaboration, mise en œuvre et évaluation de stratégies de prévention et d'intervention précoces, fondées sur des données probantes, pour les enfants et les jeunes.		
		Orientation de la politique, financement et soutien des quatre régies de services à l'enfant et à la famille, qui offrent un éventail exhaustif de services d'intervention précoce, de prévention, de protection des enfants et de réunification par l'entremise de leurs offices autorisés. Administration de services centralisés qui aident les offices et les organismes communautaires à veiller à la sécurité des enfants.		
		Orientation des programmes, financement et élaboration de politiques pour Apprentissage et garde des jeunes enfants.		
	a)	Initiatives stratégiques et soutien des programmes		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 062	3 167
		2) Autres dépenses	156	157
		3) Aide financière	484	484
		Sous-total a)	3 702	3 808
	b)	Services de protection des enfants		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 209	5 217
		2) Autres dépenses	767	769
		3) Subventions	10 537	10 537
		4) Aide financière	107 329	107 086
		Sous-total b)	123 842	123 609
	c)	Régies de services à l'enfant et à la famille		
		1) Subventions	116 496	116 496
		2) Aide financière	260 683	260 683
		Sous-total c)	377 179	377 179
	d)	Apprentissage et garde des jeunes enfants		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 060	5 283
		2) Autres dépenses	997	1 002
		3) Subventions	149 728	148 428
		4) Aide financière	25 927	28 745
		Sous-total d)	181 712	183 458

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
FAMILLES (9), suite				
9.5	5.	Logement	128 798	118 543
		Paiement de transfert pour l'administration de logements sociaux et la prestation d'autres programmes fournis par la Société d'habitation et de rénovation du Manitoba.		
	a)	Société d'habitation et de rénovation du Manitoba		
	1)	Subventions	128 798	118 543
D.N.V.	6.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	583	838
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
	1)	Amortissement	583	838
Partie B – Investissements en immobilisations				
9.6	9.	Immobilisations	56	289
		Coûts de développement et de mise à niveau des systèmes de technologies de l'information, et coûts d'acquisition de matériel.	56	289
	a)	Actif général		
Partie C – Prêts et garanties				
9.7	10.9.	Programmes de prêts et de garanties	14 927	-
		Autorisation des investissements pour répondre aux besoins en matière d'immobilisations et d'exploitation non budgétaires.		
	a)	Société d'habitation et de rénovation du Manitoba		
	1)	Financement hypothécaire pour les organismes sans but lucratif	4 927	-
	2)	Programme de garanties de prêts	10 000	-
Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables				
9.8	11.9.	Investissements en immobilisations d'autres entités comptables	77 731	-
		Développement ou mise à niveau de l'infrastructure stratégique, du matériel et des systèmes de technologies de l'information.		
	a)	Société d'habitation et de rénovation du Manitoba		
	1)	Infrastructure		
	2)	Technologies de l'information, biens-fonds, élaboration de proposition	61 041	-
			16 690	-

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
FINANCES (7)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Services ministériels	11 092	0,4	11 044
2. Gestion budgétaire et financière	27 962	1,8	27 469
3. Secrétariat du Conseil du Trésor	8 376	(1,9)	8 539
4. Secrétariat du Comité du Cabinet chargé des priorités et de la planification	2 134	6,6	2 002
5. Services du travail et de la réglementation	14 830	(3,2)	15 319
6. Affaires intergouvernementales	3 008	(2,8)	3 096
7. Protection du consommateur	11 471	0,9	11 371
Sous-total	78 873	-	78 840
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
8. Coûts liés aux immobilisations	1 918	-	1 918
Total de la Partie A – Fonctionnement	80 791	-	80 758
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	78 873	-	78 840
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	78 873	-	78 840
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	1 918	-	1 918
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	80 791	-	80 758
Partie B – Investissements en immobilisations			
7. Immobilisations			
Actif général	120	(11,1)	135
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B – Investissements en immobilisations	120	(11,1)	135
Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables			
Total de la partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables	581	-	-

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
FINANCES (7), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A – Fonctionnement			
Budget des dépenses publié 2019-2020			497 989
Transfert venant de :			
- Développement économique et Formation			17 795
- Santé, Aînés et Vie active			147
- Relations avec les Autochtones et le Nord			63
- Infrastructure			36
- Justice			11 726
- Relations avec les municipalités			270
- Sport, Culture et Patrimoine			6 934
Transfert allant à :			
- Conseil exécutif			(57)
- Services centralisés			(225 115)
- Commission de la fonction publique			(169)
- Conservation et Climat			(197)
- Services de la Couronne			(1 377)
- Justice			(608)
- Allègements fiscaux			(1 347)
- Dette publique			(225 332)
Budget des dépenses 2019-2020 (après rajustement)			<u>80 758</u>
Partie B – Investissements en immobilisations			
Budget des dépenses publié 2019-2020			56 200
Transfert venant de :			
- Sport, Culture et Patrimoine			135
Transfert allant à :			
- Services centralisés			(56 200)
Budget des dépenses 2019-2020 (après rajustement)			<u>135</u>

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
------------------------	-------------------------	----------	-------------------------------	-------------------------------

FINANCES (7), suite

Partie A – Fonctionnement

7.1	1.	Services ministériels.	11 092	11 044
		<i>Services ministériels</i> : haute direction et gestion du ministère des Finances, y compris le soutien des politiques relatives aux services financiers et les technologies de l'information et des communications. Établissement, développement et amélioration des régimes de retraite.		
		<i>Secrétariat pour la responsabilisation en matière de réglementation</i> : appuie la Commission sur la responsabilisation en matière de réglementation du Cabinet et coordonne les efforts visant à établir et à mettre en œuvre les principes de responsabilisation en matière de réglementation dans les activités et les initiatives gouvernementales. Facilite la surveillance et l'analyse des obligations administratives du gouvernement pour réduire au minimum le fardeau administratif pesant sur les parties intéressées externes.		
		<i>Services de communication du Manitoba</i> : fournit au public, aux médias et au gouvernement des services de communication et d'information. Est chargé des communications à l'échelle du gouvernement, et de l'achat de services numériques et de publicité, d'impression et de création.		
		<i>Secrétariat de la politique d'accès à l'information et de protection de la vie privée</i> : offre des analyses législatives et stratégiques, des conseils en matière de gestion des renseignements personnels, et des services de formation et de soutien aux ministères, aux organismes du gouvernement et aux organismes publics locaux pour favoriser l'observation de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée et des lois et des règlements connexes. Offre aussi de l'information sur le droit du public d'accéder à l'information et sur la protection de la vie privée.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	42	42
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	657	662
		2) Autres dépenses	88	88
		Sous-total b)	745	750
	c)	Services ministériels		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 489	2 449
		2) Autres dépenses	485	485
		Sous-total c)	2 974	2 934

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
	d)	Commission d'appel des impôts et des taxes		
	1)	Autres dépenses	16	16
	e)	Secrétariat pour la responsabilisation en matière de réglementation		
	1)	Salaires et avantages sociaux	786	816
	2)	Autres dépenses	311	311
		Sous-total e)	1 097	1 127
	f)	Services de communication du Manitoba		
	1)	Salaires et avantages sociaux	4 045	4 023
	2)	Autres dépenses	2 524	2 524
		Sous-total avant les sommes récupérées	6 569	6 547
	3)	Autres dépenses	(761)	(761)
		Total des sommes récupérées	(761)	(761)
		Sous-total f)	5 808	5 786
	g)	Secrétariat de la politique d'accès à l'information et de protection de la vie privée		
	1)	Salaires et avantages sociaux	373	352
	2)	Autres dépenses	37	37
		Sous-total g)	410	389

7.2	2. Gestion budgétaire et financière	27 962	27 469
	<i>Trésorerie</i> : gère les programmes d'emprunt, les ressources de trésorerie, les investissements et le service de la dette du gouvernement et d'organismes du gouvernement.		
	<i>Finances centrales</i> : fournit un service centralisé de traitement, de comptabilité et de surveillance des entrées et des sorties de fonds du gouvernement. Prépare les états financiers et les rapports internes de gestion financière du gouvernement. Administre les assurances, les auto-assurances et le traitement de demandes d'indemnisation et soutient les ministères, les organismes du gouvernement et les sociétés d'État en minimisant les effets négatifs des pertes sur l'atteinte des objectifs du Manitoba.		

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
<p><i>Taxes et impôts</i> : veille à ce que les recettes soient perçues et gérées de façon efficace, conformément aux dispositions des diverses lois fiscales; conseille le gouvernement, les entreprises qui perçoivent des taxes et les contribuables. S'occupe de la perception, du traitement et de la communication des recettes fiscales. Informe les contribuables et réalise des enquêtes et des audits pour s'assurer du respect des lois fiscales.</p>				
<p><i>Recherches</i> : recherche, analyse et soutien sur des questions économiques, statistiques et fiscales au niveau local, national et international. Administration et négociation des accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, et aide à la prestation et à l'accessibilité des avantages fiscaux.</p>				
<p><i>Régie des services publics</i> : tribunal administratif quasi judiciaire indépendant qui a un pouvoir de surveillance des services publics et des organismes désignés par la loi. Tient compte des répercussions pour les consommateurs et des exigences financières des services publics lors de l'approbation des tarifs.</p>				
<p><i>Office des services financiers du Manitoba</i> : protège les investisseurs manitobains et favorise des marchés financiers et immobiliers dynamiques et compétitifs qui contribuent au développement économique, tout en encourageant le public à avoir confiance en ces marchés. Fournit un cadre réglementaire pour le secteur des assurances, les sociétés de fiducie et sociétés de prêt, les credit unions et les caisses populaires et les coopératives en activité au Manitoba.</p>				
	a)	Trésorerie		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 210	2 158
		2) Autres dépenses	146	146
		Sous-total a)	2 356	2 304
	b)	Finances centrales		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 056	3 643
		2) Autres dépenses	3 476	3 440
		Sous-total avant les sommes récupérées	7 532	7 083
		3) Autres dépenses	(3 330)	(3 330)
		Total des sommes récupérées	(3 330)	(3 330)
		Sous-total b)	4 202	3 753

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
	c)	Taxes et impôts		
		1) Salaires et avantages sociaux	12 641	12 689
		2) Autres dépenses	3 338	3 338
		Sous-total c)	15 979	16 027
	d)	Recherches		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 906	2 896
		2) Autres dépenses	900	900
		Sous-total avant les sommes récupérées	3 806	3 796
		3) Autres dépenses	(10)	(60)
		Total des sommes récupérées	(10)	(60)
		Sous-total d)	3 796	3 736
	e)	Régie des services publics		
		1) Salaires et avantages sociaux	924	944
		2) Autres dépenses	705	705
		Sous-total e)	1 629	1 649
	f)	Office des services financiers du Manitoba	-	-
7.3	3.	Secrétariat du Conseil du Trésor	8 376	8 539

Secrétariat du Conseil du Trésor : fournit des services d'analyse au Conseil du Trésor en vue d'aider ce dernier à exercer ses responsabilités de gestion financière et d'examen des structures administratives et des programmes, y compris l'harmonisation des décisions de politique et des plans financiers à plus long terme du gouvernement. Analyse et surveille les mesures de la performance des programmes et la situation financière du gouvernement. Planifie et coordonne le processus budgétaire. Effectue des examens d'initiatives stratégiques et de programmes ciblés. Coordonne l'usage de tableaux de bord équilibrés à l'échelle du gouvernement. Établit et gère le contrôle financier de l'ensemble du gouvernement ainsi que la politique ministérielle de gestion financière. Fournit des services de consultation et d'audit interne aux ministères et aux organismes du gouvernement en ce qui a trait aux contrôles internes.

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
	a)	Secrétariat du Conseil du Trésor		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 605	7 768
		2) Autres dépenses	771	771
		Sous-total a)	8 376	8 539
7.4	4.	Secrétariat du Comité du Cabinet chargé des priorités et de la planification	2 134	2 002
		Conseils et soutien au premier ministre et au Comité du Cabinet chargé des priorités et de la planification afin de faire progresser les principales initiatives du gouvernement.		
	a)	Secrétariat du Comité du Cabinet chargé des priorités et de la planification		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 766	1 634
		2) Autres dépenses	368	368
		Sous-total a)	2 134	2 002
7.5	5.	Services du travail et de la réglementation.	14 830	15 319
		Prestation des programmes et des services relatifs à la sécurité et à l'hygiène du travail, aux normes d'emploi, et aux relations patronales-syndicales. Administration et règlement des demandes adressées ou renvoyées à la Commission du travail du Manitoba. Aide aux accidentés du travail en matière d'appel des décisions concernant les demandes d'indemnisation.		
		<i>Entrepreneuriat Manitoba</i> : tient le registre manitobain des renseignements sur les sociétés et l'enregistrement des entreprises ainsi que sur les nominations et les renouvellements de nomination de commissaires à l'assermentation et de notaires publics.		
	a)	Élaboration de la législation		
		1) Salaires et avantages sociaux	388	379
		2) Autres dépenses	25	25
		Sous-total a)	413	404
	b)	Commission du travail du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 411	1 422
		2) Autres dépenses	190	190
		Sous-total b)	1 601	1 612

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
	c)	Sécurité et hygiène du travail		
		1) Salaires et avantages sociaux	6 736	6 755
		2) Autres dépenses	1 879	2 399
		Sous-total c)	8 615	9 154
	d)	Normes d'emploi		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 134	3 088
		2) Autres dépenses	362	362
		Sous-total d)	3 496	3 450
	e)	Bureau des conseillers des travailleurs		
		1) Salaires et avantages sociaux	655	649
		2) Autres dépenses	50	50
		Sous-total e)	705	699
	f)	Entreprenariat Manitoba	-	-

7.6	6.	Affaires intergouvernementales	3 008	3 096
		<i>Relations fédérales-provinciales</i> : fournit des conseils et des services d'analyse et de soutien pour la gestion des relations de la Province avec le gouvernement fédéral et les autres gouvernements provinciaux et territoriaux.		
		<i>Relations internationales</i> : fournit des conseils et des services d'analyse et de soutien pour les activités internationales du Manitoba, et gère les relations du Manitoba avec les gouvernements canadiens et étrangers.		
		<i>Bureau du protocole</i> : dirige et coordonne les activités cérémonielles, protocolaires et diplomatiques du gouvernement. Organise et planifie les visites officielles et les activités spéciales (p. ex. : l'ouverture d'une nouvelle session de l'Assemblée législative, les cérémonies d'assermentation, et la remise de l'Ordre du Manitoba et de l'Ordre de la chasse au bison). Le Bureau du protocole est le principal point de contact pour les ambassades, les hauts-commissariats et les consulats.		
		<i>Bureau de l'envoyé spécial pour les affaires militaires</i> : dirige les activités concernant la communauté des militaires (actifs), celle des réservistes et celle des anciens combattants.		

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
	a)	Relations fédérales-provinciales		
		1) Salaires et avantages sociaux	812	805
		2) Autres dépenses	294	294
		Sous-total a)	1 106	1 099
	b)	Relations internationales		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 088	1 183
		2) Autres dépenses	369	369
		Sous-total b)	1 457	1 552
	c)	Bureau du protocole		
		1) Salaires et avantages sociaux	164	164
		2) Autres dépenses	155	155
		Sous-total c)	319	319
	d)	Bureau de l'envoyé spécial pour les affaires militaires		
		1) Salaires et avantages sociaux	72	72
		2) Autres dépenses	54	54
		Sous-total d)	126	126
7.7	7.	Protection du consommateur	11 471	11 371
		Enquête sur les conflits entre consommateurs et entreprises, ainsi qu'entre locataires et locateurs, et facilite leur résolution. Un bureau de conseillers vient en aide aux personnes qui interjettent appel des décisions rendues par la Société d'assurance publique du Manitoba en matière d'indemnisation des accidents de la route, et la Commission d'appel des accidents de la route entend ces appels. Veille à l'application des lois et des règlements qui touchent la protection du consommateur, y compris la délivrance de licences aux prêteurs, aux démarcheurs et aux agences de recouvrement. Supervise les registres des titres fonciers et des biens personnels. Fournit des services de gestion de l'identité et d'enregistrement des événements démographiques en assurant l'enregistrement des naissances, des mariages et des décès, et en délivrant des certificats aux personnes admissibles. Fournit des services de curatelle et de tutelle.		
	a)	Administration et recherche		
		1) Salaires et avantages sociaux	461	446
		2) Autres dépenses	208	208
		Sous-total a)	669	654

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
	b)	Office de la protection du consommateur		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 567	1 595
	2)	Autres dépenses	392	326
	3)	Subventions	113	113
		Sous-total b)	2 072	2 034
	c)	Direction de la location à usage d'habitation		
	1)	Salaires et avantages sociaux	4 831	4 824
	2)	Autres dépenses	668	668
		Sous-total c)	5 499	5 492
	d)	Bureau des conseillers des demandeurs		
	1)	Salaires et avantages sociaux	945	905
	2)	Autres dépenses	71	71
		Sous-total d)	1 016	976
	e)	Commission d'appel des accidents de la route		
	1)	Salaires et avantages sociaux	901	900
	2)	Autres dépenses	106	106
		Sous-total e)	1 007	1 006
	f)	Commission de la location à usage d'habitation		
	1)	Salaires et avantages sociaux	795	795
	2)	Autres dépenses	108	108
		Sous-total f)	903	903
	g)	Bureau du registraire général		
	1)	Salaires et avantages sociaux	226	227
	2)	Autres dépenses	79	79
		Sous-total g)	305	306
	h)	Bureau de l'état civil	-	-
	i)	Tuteur et curateur public	-	-

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
D.N.V.	8.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées) Couvre les coûts liés aux immobilisations.	1 918	1 918
	a)	Actif général		
	1)	Amortissement	1 918	1 918
<hr/>				
Partie B – Investissements en immobilisations				
7.8	7.	Immobilisations. Couvre les coûts d'acquisition de matériel.	120	135
	a)	Actif général	120	135
<hr/>				
Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables				
7.9	8.	7. Investissements en immobilisations d'autres entités comptables Développement ou mise à niveau de l'infrastructure stratégique, du matériel et des systèmes de technologies de l'information.	581	-
	a)	Bureau de l'état civil	581	-

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
SANTÉ, AÎNÉS ET VIE ACTIVE (21)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Ressources et performance	12 054	4,3	11 554
2. Politique et obligation redditionnelle	31 338	(1,7)	31 895
3. Assurance	13 877	-	13 877
4. Santé de la population	31 082	(1,1)	31 425
5. Transition	76 079	193,8	25 891
6. Fonds d'assurance-maladie du Manitoba	5 920 669	0,5	5 889 020
7. Financement des immobilisations	213 587	11,8	190 987
Sous-total	6 298 686	1,7	6 194 649
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
8. Coûts liés aux immobilisations	1 829	(50,5)	3 693
Total de la Partie A – Fonctionnement	6 300 515	1,6	6 198 342
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	6 085 099	1,4	6 003 662
Subventions en capital	213 587	11,8	190 987
Total des crédits à voter	6 298 686	1,7	6 194 649
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	1 829	(50,5)	3 693
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	6 300 515	1,6	6 198 342
Partie B – Investissements en immobilisations			
21. Immobilisations			
Actif général	3 485	259,3	970
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B – Investissements en immobilisations	3 485	259,3	970
Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables			
Total de la Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables	291 217	-	-

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
SANTÉ, AÎNÉS ET VIE ACTIVE (21), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A – Fonctionnement			
Budget des dépenses publié 2019-2020			6 187 527
Transfert venant de :			
- Éducation			650
- Familles			12 470
- Sport, Culture et Patrimoine			318
Transfert allant à :			
- Services centralisés			(356)
- Commission de la fonction publique			(82)
- Familles			(869)
- Finances			(147)
- Relations avec les Autochtones et le Nord			(50)
- Justice			(537)
- Dette publique			(582)
Budget des dépenses 2019-2020 (après rajustement)			6 198 342

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
------------------------	-------------------------	----------	-------------------------------	-------------------------------

SANTÉ, AÎNÉS ET VIE ACTIVE (21), suite

Partie A – Fonctionnement

21.1	1.	Ressources et performance.....	12 054	11 554
		Gestion de l'allocation des ressources budgétaires relatives au système de santé et de la performance organisationnelle au moyen d'une mise en service structurée des programmes et des services offerts par les organismes de prestation de services en vertu d'ententes de responsabilité. Direction et gestion du service provincial commun d'analytique et de gestion de l'information.		
		<i>Contrôle financier</i> : assure la détermination et l'allocation équitable des ressources matérielles et budgétaires, et surveille l'utilisation de ces ressources conformément aux priorités et aux politiques du gouvernement.		
		<i>Mise en service sur le plan financier</i> : planifie et supervise l'affectation des fonds médicaux, d'exploitation et d'immobilisations aux organismes de prestation de services de santé conformément aux politiques du gouvernement. Surveille la performance financière des organismes de prestation de services de santé et en fait rapport.		
		<i>Mise en service sur le plan des services de santé</i> : dirige l'élaboration, l'exécution et les responsabilités en ce qui concerne les accords de mise en service conclus avec les organismes subventionnés et les offices de la santé.		
		<i>Analytique et gestion de l'information</i> : dirige et gère le service provincial commun d'analytique et de gestion de l'information, qui vise à fournir de l'information exacte et en temps utile aux décideurs à l'échelle du système de soins de santé.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	42	42
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 163	1 163
		2) Autres dépenses	217	217
		Sous-total b)	1 380	1 380
	c)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	280	280
		2) Autres dépenses	26	26
		Sous-total c)	306	306

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
SANTÉ, AÎNÉS ET VIE ACTIVE (21), suite				
	d)	Contrôle financier		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 443	1 443
		2) Autres dépenses	179	179
		3) Subventions	438	438
		Sous-total d)	2 060	2 060
	e)	Mise en service sur le plan financier		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 285	1 785
		2) Autres dépenses	93	93
		Sous-total e)	2 378	1 878
	f)	Mise en service sur le plan des services de santé		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 395	1 395
		2) Autres dépenses	91	91
		Sous-total f)	1 486	1 486
	g)	Analytique et gestion de l'information		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 830	3 830
		2) Autres dépenses	572	572
		Sous-total g)	4 402	4 402

21.2	2. Politique et obligation redditionnelle	31 338	31 895
-------------	-----------------------------------------------------	---------------	--------

Gestion de la planification et de l'intégration des systèmes à l'échelle du système de soins de santé. Soutien au gouvernement visant l'élaboration d'objectifs de politiques pour le système de prestation de soins de santé, et mise en œuvre de l'orientation gouvernementale.

Infrastructure : fournit des conseils et des recommandations aux décideurs gouvernementaux sur la question des investissements dans l'infrastructure de santé, et surveille les progrès et l'état d'achèvement de projets particuliers et du programme d'immobilisations dans son ensemble. Élabore des options relatives aux politiques et au programme d'immobilisations afin que l'infrastructure soutienne la prestation continue de soins de santé partout dans la province.

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
------------------------	-------------------------	----------	-------------------------------	-------------------------------

SANTÉ, AÎNÉS ET VIE ACTIVE (21), suite

Intégration et planification du système : supervise la planification du système de santé pour assurer son harmonisation avec le mandat du gouvernement. Veille à ce que la structure et la gouvernance du système de santé favorisent l'intégration des services de santé auxquels la population manitobaine a accès.

Politiques et normes : entreprend des activités en vue d'établir et de fournir des conseils stratégiques concernant une vaste gamme de questions ayant trait au système de santé et aux décisions stratégiques gouvernementales.

Gestion de l'obligation redditionnelle : fournit du leadership quant à la surveillance, à l'évaluation et au suivi des résultats à l'échelle du système en analysant les tendances et la performance du système, en appliquant des mesures correctives et en rendant compte des résultats.

Gestion de la main-d'œuvre : assure l'élaboration de politiques, la planification et la surveillance relativement au perfectionnement des ressources humaines en santé, à la rémunération et aux négociations collectives dans les différents secteurs du système de santé.

Application des connaissances : facilite et soutient l'utilisation et l'intégration stratégiques, par le ministère, de l'information et des résultats provenant d'enquêtes, d'audits, et de propositions; ainsi que la conformité avec les processus des obligations administratives et les autres contributions ministérielles appuyant les fonctions de politiques, de planification, de financement et de supervision efficaces ainsi que les conseils et la mise en œuvre connexes. Coordonne les fonctions de responsabilisation en matière de réglementation du ministère.

a) Administration				
1) Salaires et avantages sociaux			279	279
2) Autres dépenses			66	66
Sous-total a)			345	345
b) Infrastructure				
1) Salaires et avantages sociaux			4 203	4 664
2) Autres dépenses			7 442	7 442
Sous-total b)			11 645	12 106
c) Intégration et planification du système				
1) Salaires et avantages sociaux			889	889
2) Autres dépenses			9 473	9 473
3) Subventions			823	823
Sous-total c)			11 185	11 185

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
SANTÉ, AÎNÉS ET VIE ACTIVE (21), suite				
	d)	Politiques et normes		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 749	1 829
		2) Autres dépenses	1 192	1 192
		Sous-total d)	2 941	3 021
	e)	Gestion de l'obligation redditionnelle		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 599	1 599
		2) Autres dépenses	400	400
		Sous-total e)	1 999	1 999
	f)	Gestion de la main-d'œuvre		
		1) Salaires et avantages sociaux	668	684
		2) Autres dépenses	848	848
		3) Subventions	85	85
		Sous-total f)	1 601	1 617
	g)	Application des connaissances		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 046	1 046
		2) Autres dépenses	576	576
		Sous-total g)	1 622	1 622

21.3	3. Assurance	13 877	13 877
-------------	--------------------	---------------	--------

Établissement et administration des prestations comme le prescrit la Loi canadienne sur la santé, ainsi que des prestations financées par le gouvernement provincial comme le prescrivent la Loi sur l'assurance-maladie, la Loi sur les pharmacies et la Loi sur l'aide à l'achat de médicaments sur ordonnance.

Services du ministère : élabore et soutient l'harmonisation avec les politiques administratives, les processus et les normes, et dirige les communications ministérielles ainsi que les efforts en matière de bien-être, de participation, de diversité et d'inclusion des employés.

Services non assurés : planifie, gère et administre les prestations financées par le gouvernement provincial et offertes en plus de celles requises par la Loi canadienne sur la santé. Procède à l'établissement des critères d'admissibilité, aux améliorations des services, aux modifications législatives et à la conception du régime de prestations connexe pour soutenir les objectifs et les priorités du gouvernement en matière de prestation de soins de santé.

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
SANTÉ, AÎNÉS ET VIE ACTIVE (21), suite				
		<i>Services assurés</i> : planifie, gère et surveille les paiements à l'acte aux fournisseurs de soins de santé assurés en vertu du régime d'assurance-maladie provincial. Interprète et explique les prestations offertes en vertu du régime d'assurance-maladie provincial pour conseiller et orienter les organismes de prestation de service et assurer l'harmonisation avec les exigences de la Loi canadienne sur la santé. Formule des politiques, conçoit le régime de prestations et établit les modifications législatives correspondantes dans le but de soutenir les objectifs et les priorités du gouvernement en matière de prestation de soins de santé. Soutient l'élaboration des mandats de négociation pour les fournisseurs de soins de santé, les associations professionnelles et d'autres régimes provinciaux.		
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	253	253
		2) Autres dépenses	39	39
		Sous-total a)	292	292
	b)	Services du ministère		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 055	2 055
		2) Autres dépenses	401	401
		Sous-total b)	2 456	2 456
	c)	Services non assurés		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 229	3 229
		2) Autres dépenses	540	540
		3) Subventions	414	414
		Sous-total c)	4 183	4 183
	d)	Services assurés		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 910	5 910
		2) Autres dépenses	1 036	1 036
		Sous-total d)	6 946	6 946
21.4	4.	Santé de la population	31 082	31 425
		Assure le leadership en matière de population et de santé publique afin de promouvoir la santé ainsi que la prévention et le contrôle des maladies. Veille à la réalisation des travaux du ministère relativement aux lois et aux règlements, qu'ils soient nouveaux ou modifiés, aux demandes d'accès à l'information en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée, à l'engagement auprès des dirigeants et des organismes autochtones, à la conformité des systèmes de santé avec les lois, les politiques et les normes provinciales applicables pour assurer le maintien d'environnements sécuritaires pour les patients, à la qualité des systèmes de santé et aux relations fédérales et provinciales.		

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
------------------------	-------------------------	----------	-------------------------------	-------------------------------

SANTÉ, AÎNÉS ET VIE ACTIVE (21), suite

Population et santé publique : offre du leadership clinique en matière de santé publique pour faire la promotion de la santé ainsi que de la prévention et du contrôle des maladies dans la population; dirige et coordonne le système de santé relativement aux questions de santé publique émergentes, et veille à ce que les services de protection de la santé soient fournis.

Relations intergouvernementales et avec la communauté autochtone : favorise les relations et les échanges avec les dirigeants et les organismes autochtones pour faire avancer les initiatives de santé publique qui peuvent redresser les inégalités en matière de soins de santé.

Qualité et expérience citoyenne : veille à la qualité du système de santé, qui inclut des soins axés sur le patient et la participation du public.

Médecin hygiéniste en chef : assure une direction coordonnée et intégrée en matière de santé publique pour les services et les programmes de santé publique à l'échelle régionale et provinciale, y compris en s'acquittant des rôles et des responsabilités énoncés dans la Loi sur la santé publique aux fins de promotion et de protection de la santé de la population.

Secrétariat législatif : facilite l'élaboration ou la modification des lois ou des règlements qui relèvent du ministre. Fournit de l'information et des conseils relativement à l'application des lois et des règlements. Gère les demandes d'accès à l'information reçues par le ministère en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.

Délivrance des permis et conformité : assure la conformité du système de santé avec les lois, les politiques et les normes provinciales applicables pour veiller au maintien d'environnements sécuritaires pour les patients. Applique la Loi sur la protection des personnes recevant des soins, notamment en recevant les signalements de négligence et de mauvais traitements présumés des patients dans les établissements de soins de santé désignés.

Bureau du psychiatre en chef de la Province : fournit des conseils d'expert en psychiatrie sur toutes les questions concernant la pratique de la profession et l'élaboration des politiques, des programmes et des dispositions législatives en matière de santé mentale.

a) Administration		
1) Salaires et avantages sociaux	271	345
2) Autres dépenses	77	77
Sous-total a)	<u>348</u>	<u>422</u>

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
SANTÉ, AÎNÉS ET VIE ACTIVE (21), suite				
	b)	Population et santé publique		
	1)	Salaires et avantages sociaux	12 825	13 094
	2)	Autres dépenses	9 449	9 449
	3)	Subventions	254	254
		Sous-total b)	22 528	22 797
	c)	Relations intergouvernementales et avec la communauté autochtone		
	1)	Salaires et avantages sociaux	705	705
	2)	Autres dépenses	509	509
		Sous-total c)	1 214	1 214
	d)	Qualité et expérience citoyenne		
	1)	Salaires et avantages sociaux	788	788
	2)	Autres dépenses	1 718	1 718
		Sous-total d)	2 506	2 506
	e)	Médecin hygiéniste en chef du Manitoba		
	1)	Salaires et avantages sociaux	232	232
	2)	Autres dépenses	22	22
		Sous-total e)	254	254
	f)	Secrétariat législatif		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 482	1 482
	2)	Autres dépenses	264	264
		Sous-total f)	1 746	1 746
	g)	Délivrance des permis et conformité		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 802	1 802
	2)	Autres dépenses	163	163
		Sous-total g)	1 965	1 965
	h)	Bureau du psychiatre en chef de la Province		
	1)	Salaires et avantages sociaux	486	486
	2)	Autres dépenses	35	35
		Sous-total h)	521	521

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
SANTÉ, AÎNÉS ET VIE ACTIVE (21), suite				
21.5	5.	Transition	76 079	25 891
		Supervision et gestion des structures actuelles des activités de prestation de service, du personnel et des fonctions connexes du Centre de santé mentale de Selkirk, du Laboratoire provincial Cadham et du Programme d'ambulances aériennes Lifeflight. Coordination des aspects du système de santé figurant dans l'examen des services de santé mentale et de lutte contre les dépendances, y compris la mise en œuvre des services de santé mentale et de lutte contre les dépendances.		
		<i>Services du Laboratoire provincial Cadham</i> : assure les fonctions de dépistage, de surveillance et d'analyse en laboratoire des maladies infectieuses émergentes et des maladies virales pour détecter les maladies dans la province et lutter contre celles-ci. Il s'agit du laboratoire principal pour la santé publique et le gouvernement.		
		<i>Transformation du système de santé</i> : offre du soutien aux projets d'immobilisations liés à la transformation du système de santé.		
		<i>Réduction des délais d'attente pour les interventions prioritaires</i> : fournit du financement additionnel pour les interventions prioritaires, comme les remplacements de la hanche et du genou et les opérations de la cataracte, afin d'améliorer les soins aux patients et d'atteindre l'objectif de réduction des temps d'attente pour la population manitobaine.		
	a)	Transition		
		1) Salaires et avantages sociaux	864	864
		2) Autres dépenses	6 208	6 208
		3) Subventions	33	33
		Sous-total a)	7 105	7 105
	b)	Services du Laboratoire provincial Cadham		
		1) Salaires et avantages sociaux	10 147	10 147
		2) Autres dépenses	8 827	8 639
		Sous-total b)	18 974	18 786
	c)	Transformation du système de santé		
		1) Autres dépenses	40 000	-
	d)	Réduction des délais d'attente pour les interventions prioritaires		
		1) Autres dépenses	10 000	-

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
SANTÉ, AÎNÉS ET VIE ACTIVE (21), suite				
21.6	6.	Fonds d'assurance-maladie du Manitoba	5 920 669	(1) 5 889 020
		Source de financement des offices de la santé pour qu'ils offrent des soins actifs, des soins de longue durée, des soins à domicile, des soins de santé mentale et communautaire, ainsi que des services d'intervention et de transport d'urgence. Source de financement des services de santé, des services médicaux et du Régime d'assurance-médicaments de la province.		
	a)	Financement des offices de la santé		
		Soins actifs	2 495 374	2 475 085
		Soins de longue durée	644 721	644 324
		Soins à domicile	387 983	386 948
		Services de santé mentale et communautaire	354 676	352 765
		Services d'intervention et de transport d'urgence	174 986	167 349
			4 057 740	4 026 471
		Moins: Sommes récupérées de tiers	(21 477)	(2) (17 385)
		Sommes récupérées d'ententes de réciprocité	(65 059)	(2) (64 477)
		Sous-total a)	3 971 204	3 944 609
	b)	Services de santé provinciaux		
		Services hors province	54 902	49 716
		Services de transfusion sanguine	64 900	64 900
		Hôpitaux fédéraux	2 579	2 579
		Programmes de services connexes	17 798	17 798
		Promotion de la santé au sein des communautés	3 287	3 287
		Initiatives de recrutement de personnel infirmier et de maintien des effectifs	3 730	3 730
		Centre manitobain des politiques en matière de santé	3 750	3 855
		Centre de santé mentale de Selkirk	49 048	49 398
		Agents immunisants, produits biologiques et médicaments	20 426	20 224
		Fondation manitobaine de lutte contre les dépendances	24 297	(3) 24 297
		Sous-total b)	244 717	239 784

1. Le montant total versé au Fonds d'assurance-maladie s'élève à 6 134 256 \$, soit 5 920 669 \$ à titre de subventions de fonctionnement et 213 587 \$ à titre de financement des immobilisations.
2. Ces sommes, récupérées directement par le Fonds d'assurance-maladie du Manitoba, ne constituent pas une partie du Trésor.
3. Le montant total versé à la Fondation manitobaine de lutte contre les dépendances s'élève à 30 863 \$ pour la mise en œuvre des programmes et à (6 566) \$ en sommes récupérées auprès de la Société manitobaine des alcools et des loteries. Ces sommes récupérées ne constituent pas une partie du Trésor.

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
SANTÉ, AÎNÉS ET VIE ACTIVE (21), suite				
	c)	Services médicaux		
		Médecins	1 367 477	1 366 566
		Autres professionnels	31 106	31 106
		Médecins hors province	33 358	30 378
		Programme de recrutement de médecins et de maintien des effectifs	25 659	25 659
			1 457 600	1 453 709
		Moins: Sommes récupérées de tiers	(12 136)	(10 003)
		Sommes récupérées d'ententes de réciprocité	(17 758)	(16 121)
		Sous-total c)	1 427 706	1 427 585
	d)	Régime d'assurance-médicaments		
		Programme de médicaments	355 910	351 946
		Moins: Dépenses en médicaments engagées par le ministère des Familles	(78 868)	(74 904)
		Sous-total d)	277 042	277 042
21.7	7.	Financement des immobilisations	213 587	190 987
		Source de financement des offices de la santé à des fins de remboursement du principal d'emprunts approuvés, d'achat de matériel, d'autres dépenses en immobilisations et d'intérêts.		
	a)	Remboursement du principal		
		1) Soins actifs	110 784	91 606
		2) Soins de longue durée	10 512	10 512
		3) Services de santé mentale et communautaire	6 867	6 867
		Sous-total a)	128 163	108 985
	b)	Achat et remplacement de matériel		
		1) Soins actifs	14 937	14 937
		2) Soins de longue durée	2 976	2 976
		Sous-total b)	17 913	17 913
	c)	Autres dépenses en immobilisations		
		1) Soins actifs	3 950	3 950
		2) Soins de longue durée	3 750	3 750
		Sous-total c)	7 700	7 700

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
SANTÉ, AÎNÉS ET VIE ACTIVE (21), suite				
	d)	Intérêts		
		1) Soins actifs	48 453	45 031
		2) Soins de longue durée	6 236	6 236
		3) Services de santé mentale et communautaire	5 122	5 122
		Sous-total d)	59 811	56 389
D.N.V.	8.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	1 829	3 693
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	1 829	3 693
Partie B – Investissements en immobilisations				
21.8	21.	Immobilisations	3 485	970
		Développement ou mise à niveau des systèmes de technologies de l'information et acquisition de matériel.		
	a)	Actif général	3 485	970
Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables				
21.9	21.	Investissements en immobilisations d'autres entités comptables	291 217	-
		Développement ou mise à niveau de l'infrastructure stratégique, du matériel et des systèmes de technologies de l'information.		
	a)	Programme d'immobilisations dans le domaine de la santé	291 217	-

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
RELATIONS AVEC LES AUTOCHTONES ET LE NORD (19)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration et finances	1 344	4,2	1 290
2. Relations avec les Autochtones et le Nord.	29 125	(0,2)	29 179
Sous-total	30 469	-	30 469
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
3. Coûts liés aux immobilisations	46	-	46
Total de la Partie A – Fonctionnement	30 515	-	30 515
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement.	26 672	(11,8)	30 239
Subventions en capital	3 797	s. o.	230
Total des crédits à voter	30 469	-	30 469
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure.	46	-	46
Total de la Partie A – Fonctionnement	30 515	-	30 515

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A – Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2019-2020	33 354
Transfert venant de :	
- Développement économique et Formation	1 500
- Familles	362
- Santé, Aînés et Vie active	50
Transfert allant à :	
- Commission de la fonction publique.	(5)
- Développement économique et Formation	(4 200)
- Finances.	(63)
- Justice	(433)
- Dette publique	(50)
Budget des dépenses 2019-2020 (après rajustement)	30 515

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
------------------------	-------------------------	----------	-------------------------------	-------------------------------

RELATIONS AVEC LES AUTOCHTONES ET LE NORD (19), suite

Partie A – Fonctionnement

19.1	1. Administration et finances		1 344	1 290
	Planification, direction et contrôle, au niveau exécutif, de la politique et des programmes du ministère. Contrôle financier et service de gestion centralisé, y compris les services financiers et administratifs, et examen du budget.			
	a) Traitement du ministre			
	1) Salaires et avantages sociaux		42	42
	b) Haute direction			
	1) Salaires et avantages sociaux		930	948
	2) Autres dépenses		80	80
	Sous-total b)		1 010	1 028
	c) Services financiers et administratifs			
	1) Salaires et avantages sociaux		173	161
	2) Autres dépenses		119	59
	Sous-total c)		292	220
19.2	2. Relations avec les Autochtones et le Nord		29 125	29 179
	Contribution aux services municipaux et de gouvernance et aide financière et technique aux collectivités relevant des Affaires du Nord; négociation et mise en œuvre de divers accords de règlement (p. ex., droits fonciers issus des traités, effets négatifs, autonomie gouvernementale) et maintien du cadre stratégique relatif aux consultations de la Couronne; élaboration de politiques et de travaux de recherche, coordination d'initiatives intergouvernementales et réalisation d'initiatives stratégiques.			
	a) Affaires du Nord			
	1) Salaires et avantages sociaux		3 595	3 494
	2) Autres dépenses		1 626	1 536
	3) Subventions		10 232	13 499
	4) Subventions en capital		3 797	230
	Sous-total a)		19 250	18 759

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
RELATIONS AVEC LES AUTOCHTONES ET LE NORD (19), suite				
	b)	Consultation et réconciliation		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 078	1 133
	2)	Autres dépenses	1 059	559
	3)	Subventions	200	200
		Sous-total b)	2 337	1 892
	c)	Politiques et initiatives stratégiques		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 203	1 193
	2)	Autres dépenses	285	285
	3)	Subventions	4 753	5 753
		Sous-total c)	6 241	7 231
	d)	Initiative d'alimentation saine dans le Nord		
	1)	Subventions	1 297	1 297
D.N.V.	3.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	46	46
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Infrastructure		
	1)	Amortissement	46	46

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
INFRASTRUCTURE (15)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Services ministériels	10 271	2,5	10 023
2. Services de la voirie, des transports et de gestion de l'eau	30 999	(0,9)	31 284
3. Travaux d'infrastructure	147 783	(0,5)	148 454
4. Gestion des urgences et sécurité publique	16 732	5,6	15 840
Sous-total	205 785	0,1	205 601
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
5. Coûts liés aux immobilisations	254 280	14,5	222 056
Total de la Partie A – Fonctionnement	460 065	7,6	427 657
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	205 785	0,1	205 601
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	205 785	0,1	205 601
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	7 305	(6,2)	7 790
Infrastructure	246 975	15,3	214 266
Total de la Partie A – Fonctionnement	460 065	7,6	427 657
Partie B – Investissements en immobilisations			
15. Immobilisations			
Actif général	10 755	(22,6)	13 894
Infrastructure	505 404	20,7	418 565
Total de la Partie B – Investissements en immobilisations	516 159	19,4	432 459

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
INFRASTRUCTURE (15), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A – Fonctionnement			
Budget des dépenses publié 2019-2020			640 906
Transfert venant de :			
- Services centralisés			87
- Autres crédits – Urgences diverses			5 700
Transfert allant à :			
- Services centralisés			(472)
- Commission de la fonction publique			(215)
- Finances			(36)
- Justice			(609)
- Crédits d'autorisation – Rajustements liés aux services internes			(12 113)
- Dette publique			(205 591)
Budget des dépenses 2019-2020 (après rajustement)			<u>427 657</u>

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE (15), suite				
Partie A – Fonctionnement				
15.1	1.	Services ministériels	10 271	10 023
		Prestation efficace des programmes et utilisation judicieuse des ressources du ministère.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	42	42
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	771	747
		2) Autres dépenses	129	129
		Sous-total b)	900	876
	c)	Gestion de l'information ministérielle		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 920	2 920
		2) Autres dépenses	1 131	808
		3) Subventions	4	4
		Sous-total c)	4 055	3 732
	d)	Services financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 504	1 481
		2) Autres dépenses	335	335
		Sous-total d)	1 839	1 816
	e)	Technologies de l'information		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 781	1 828
		2) Autres dépenses	300	300
		Sous-total e)	2 081	2 128
	f)	Santé, sécurité et gestion des risques au travail		
		1) Salaires et avantages sociaux	818	839
		2) Autres dépenses	96	96
		Sous-total f)	914	935
	g)	Services de transport aérien		
		1) Salaires et avantages sociaux	-	8 675
		2) Autres dépenses	-	9 274
		Sous-total avant les sommes récupérées	-	17 949
		3) Autres dépenses	-	(17 901)
		Total des sommes récupérées	-	(17 901)
		Sous-total g)	-	48

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE (15), suite				
	h)	Conseils et commissions		
		1) Salaires et avantages sociaux	391	397
		2) Autres dépenses	49	49
		Sous-total h)	440 (1)	446
15.2	2.	Services de la voirie, des transports et de gestion de l'eau	30 999	31 284
		Expertise ayant trait au réseau routier provincial, à la gestion de l'eau et aux programmes de transport, des politiques, de la recherche et de la planification jusqu'à la conception et la construction.		
	a)	Haute direction de la division		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 155	1 155
		2) Autres dépenses	126	126
		Sous-total avant les sommes récupérées	1 281	1 281
		3) Autres dépenses	(246)	(246)
		Total des sommes récupérées	(246)	(246)
		Sous-total a)	1 035	1 035
	b)	Opérations et contrats		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 604	4 348
		2) Autres dépenses	1 078	1 069
		3) Subventions	69	69
		Sous-total avant les sommes récupérées	5 751	5 486
		4) Autres dépenses	(1 955)	(1 955)
		Total des sommes récupérées	(1 955)	(1 955)
		Sous-total b)	3 796	3 531

1. Couvrir les coûts de fonctionnement de la Commission d'appel des suspensions de permis et du Comité d'étude des dossiers médicaux.

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE (15), suite				
	c)	Gestion de l'eau et ouvrages d'art		
		1) Salaires et avantages sociaux	12 021	12 021
		2) Autres dépenses	1 391	1 391
		Sous-total avant les sommes récupérées	13 412	13 412
		3) Autres dépenses	(5 970)	(5 970)
		Total des sommes récupérées	(5 970)	(5 970)
		Sous-total c)	7 442	7 442
	d)	Bureaux régionaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	11 800	12 402
		2) Autres dépenses	3 299	3 339
		Sous-total avant les sommes récupérées	15 099	15 741
		3) Autres dépenses	(4 807)	(5 010)
		Total des sommes récupérées	(4 807)	(5 010)
		Sous-total d)	10 292	10 731
	e)	Génie routier		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 442	7 544
		2) Autres dépenses	1 100	1 100
		Sous-total avant les sommes récupérées	8 542	8 644
		3) Autres dépenses	(1 897)	(1 897)
		Total des sommes récupérées	(1 897)	(1 897)
		Sous-total e)	6 645	6 747
	f)	Aéroports et service de traversiers du Nord		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 298	1 307
		2) Autres dépenses	389	389
		3) Subventions	102	102
		Sous-total f)	1 789	1 798

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE (15), suite				
15.3	3.	Travaux d'infrastructure	147 783	148 454
		Programmes de construction et d'entretien des routes praticables en tout temps et des routes d'hiver provinciales, ainsi que programmes concernant l'exploitation des traversiers et des aéroports du Nord, l'aide aux municipalités, l'entretien et la préservation des éléments de régularisation des eaux et les initiatives visant à atténuer les inondations.		
	a)	Programme d'entretien et de conservation des routes provinciales à grande circulation et des routes provinciales secondaires, et projets connexes		
		1) Salaires et avantages sociaux	54 476	58 200
		2) Autres dépenses	88 351	92 826
		Sous-total avant les sommes récupérées	142 827	151 026
		3) Autres dépenses	(19 425)	(26 211)
		Total des sommes récupérées	(19 425)	(26 211)
		Sous-total a)	123 402	124 815
	b)	Projets d'entretien et de préservation des éléments de régularisation des eaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 569	4 569
		2) Autres dépenses	9 114	12 114
		Sous-total avant les sommes récupérées	13 683	16 683
		3) Autres dépenses	(13 683)	(16 683)
		Total des sommes récupérées	(13 683)	(16 683)
		Sous-total b)	-	-
	c)	Programme d'amélioration de la productivité de l'industrie du transport routier		
		1) Autres dépenses	600	-
	d)	Aéroports et service de traversiers du Nord		
		1) Salaires et avantages sociaux	6 537	6 595
		2) Autres dépenses	8 067	7 867
		Sous-total avant les sommes récupérées	14 604	14 462
		3) Autres dépenses	(325)	(325)
		Total des sommes récupérées	(325)	(325)
		Sous-total d)	14 279	14 137
	e)	Routes d'hiver		
		1) Autres dépenses	9 502	9 502

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE (15), suite				
15.4	4.	Gestion des urgences et sécurité publique	16 732	15 840
		Appuie et coordonne la planification des mesures d'urgence, la procédure en cas d'urgence et la reprise après une catastrophe afin de veiller à la sécurité des résidents et à la protection des biens et de l'environnement; améliore la sécurité et l'efficacité de l'industrie des transports routiers du Manitoba.		
	a)	Organisation des mesures d'urgence		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 119	2 129
		2) Autres dépenses	940	940
		3) Subventions	2	2
		Sous-total a)	3 061	3 071
	b)	Transports routiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 735	5 735
		2) Autres dépenses	2 236	1 334
		Sous-total b)	7 971	7 069
	c)	Urgences diverses liées à l'infrastructure		
		1) Autres dépenses	5 700	5 700
D.N.V.	5.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	254 280	222 056
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Services de transport aérien		
		1) Amortissement	-	2 395
		Sous-total avant les sommes récupérées	-	2 395
		2) Amortissement	-	(1 191)
		Total des sommes récupérées	-	(1 191)
		Sous-total a)	-	1 204
	b)	Actif général		
		1) Amortissement	7 305	6 586
	c)	Infrastructure – Routes provinciales		
		1) Amortissement	246 975	214 266

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE (15), suite				
	d)	Infrastructure – Ressources hydriques		
		1) Amortissement	7 914	7 945
		Sous-total avant les sommes récupérées	7 914	7 945
		2) Amortissement	(7 914)	(7 945)
		Total des sommes récupérées	(7 914)	(7 945)
		Sous-total d)	-	-

Partie B – Investissements en immobilisations

15.5	15.	Immobilisations.	516 159	432 459
		<i>Actif général</i> : acquisition de biens corporels et projets majeurs de construction et de rénovation d'immeubles.		
		<i>Infrastructure</i> : construction et amélioration des routes, des ponts, des pistes d'atterrissage des aéroports et des ouvrages de régularisation des eaux de la province.		
	a)	Actif général		
		1) Projets d'immobilisations et matériel – Transports	10 755	10 804
		2) Projets d'immobilisations – Services de transport aérien	-	3 090
		Sous-total a)	10 755	13 894
	b)	Infrastructure		
		1) Infrastructure routière	362 500	350 000
		2) Coûts reportés d'infrastructure routière	5 394	-
		3) Immobilisations liées aux pistes d'atterrissage des aéroports	5 610	3 150
		4) Canal de déversement du lac Manitoba	101 000	34 515
		5) Autres immobilisations liées à la gestion des ressources hydriques	30 900	30 900
		Sous-total b)	505 404	418 565

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
JUSTICE (4)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Services stratégiques et ministériels	49 119	(1,8)	50 026
2. Droit de la Couronne	65 807	(0,5)	66 136
3. Conseiller législatif	4 340	42,1	3 054
4. Sécurité communautaire	475 346	1,0	470 849
5. Tribunaux	62 914	2,2	61 583
Sous-total	657 526	0,9	651 648
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
6. Coûts liés aux immobilisations	3 669	19,7	3 066
Total de la Partie A – Fonctionnement	661 195	1,0	654 714
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	657 526	0,9	651 648
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	657 526	0,9	651 648
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	3 669	19,7	3 066
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	661 195	1,0	654 714
Partie B – Investissements en immobilisations			
4. Immobilisations			
Actif général	3 090	-	3 090
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B – Investissements en immobilisations	3 090	-	3 090

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
JUSTICE (4), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A – Fonctionnement			
Budget des dépenses publié 2019-2020			659 407
Transfert venant de :			
- Familles			2 290
- Sport, Culture et Patrimoine			50
- Divers ministères			5 783
Transfert allant à :			
- Services centralisés			(125)
- Commission de la fonction publique			(103)
- Finances			(11 726)
- Dette publique			(862)
Budget des dépenses 2019-2020 (après rajustement)			654 714

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
Partie A – Fonctionnement				
4.1	1.	Services stratégiques et ministériels	49 119	50 026
		Direction, orientation de la politique et coordination des programmes du ministère. Leadership et soutien dans les domaines suivants : planification financière; services financiers, comptables et budgétaires centralisés; gestion des documents; protection de la vie privée et divulgation proactive; responsabilisation en matière de réglementation; développement des technologies de l'information et services informatiques. Promotion des initiatives stratégiques d'innovation et détermination des résultats pour les programmes ministériels. Protection des droits des personnes qui ne peuvent se permettre d'avoir recours aux services d'un avocat.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	42	42
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	863	868
		2) Autres dépenses	87	87
		Sous-total b)	950	955
	c)	Services financiers et administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 489	2 279
		2) Autres dépenses	2 455	2 398
		Sous-total c)	4 944	4 677
	d)	Systèmes d'information		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 027	1 025
		2) Autres dépenses	9 198	10 369
		Sous-total avant les sommes récupérées	10 225	11 394
		3) Autres dépenses	(216)	(216)
		Total des sommes récupérées	(216)	(216)
		Sous-total d)	10 009	11 178
	e)	Aide juridique Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	17 658	17 658
		2) Autres dépenses	15 516	15 516
		Sous-total e)	33 174	33 174

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
4.2	2.	Droit de la Couronne	65 807	66 136
		Administration de la justice criminelle au Manitoba. Poursuite des auteurs d'actes criminels en conformité avec les lois provinciales, le Code criminel du Canada et d'autres lois fédérales; promotion de la Déclaration des droits des victimes et des services de soutien aux victimes de violence familiale et aux enfants victimes; services juridiques spécialisés, élaboration et analyse des politiques, et programmes qui protègent les droits des Manitobains; enquête sur toute mort subite, violente ou inexplicée; conseils au gouvernement sur la modernisation et l'amélioration des lois manitobaines; avis et services juridiques à tous les ministères et organismes gouvernementaux sur des questions de droit civil, familial et constitutionnel.		
	a)	Service des poursuites du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	33 525	33 416
		2) Autres dépenses	3 879	3 890
		3) Subventions	15	4
		Sous-total a)	37 419	37 310
	b)	Services aux victimes		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 092	5 308
		2) Autres dépenses	4 992	5 256
		3) Subventions	25	25
		Sous-total b)	10 109	10 589
	c)	Élaboration et analyse du droit de la Couronne		
		1) Salaires et avantages sociaux	590	591
		2) Autres dépenses	38	38
		Sous-total c)	628	629
	d)	Bureau du médecin légiste en chef		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 378	1 276
		2) Autres dépenses	3 022	3 022
		Sous-total d)	4 400	4 298

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
	e)	Services juridiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	11 228	11 325
		2) Autres dépenses	674	674
		3) Subventions	85	85
		Sous-total avant les sommes récupérées	11 987	12 084
	4)	Autres dépenses	(486)	(486)
		Total des sommes récupérées	(486)	(486)
		Sous-total e)	11 501	11 598
	f)	Commission des droits de la personne du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 579	1 541
		2) Autres dépenses	171	171
		Sous-total f)	1 750	1 712
4.3	3.	Conseiller législatif	4 340	3 054
		Services de rédaction des projets de loi et des règlements pour tous les ministères et offre d'avis juridiques connexes; services de traduction législative et parlementaire pour le gouvernement et l'Assemblée législative; fonction de conseiller juridique de l'Assemblée législative; préparation des projets de loi ainsi que des lois et des règlements promulgués en vue de leur impression; exploitation et publication du site Web Législation manitobaine, une source officielle des lois du Manitoba.		
	a)	Conseiller législatif		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 211	2 813
		2) Autres dépenses	1 129	241
		Sous-total a)	4 340	3 054

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
4.4	4.	Sécurité communautaire.	475 346	470 849
		Protection de la société au moyen de programmes et de services correctionnels et de programmes de maintien de l'ordre; prise en charge et surveillance des jeunes contrevenants et des contrevenants adultes condamnés à une incarcération ou qui demeurent en détention en attendant une décision du tribunal; services et programmes correctionnels communautaires; recrutement et formation du personnel des services correctionnels; programmes de justice communautaire et de justice autochtone; gestion des ententes provinciales de maintien de l'ordre négociées avec le gouvernement fédéral et d'autres parties; conseils au gouvernement sur la prestation de services de maintien de l'ordre; supervision et coordination des activités de la GRC, des corps de police municipaux, des enquêteurs privés, des gardes de sécurité et des agents de police spéciaux; confiscation et disposition des biens obtenus ou utilisés criminellement; enquête sur les plaintes et les incidents graves impliquant des agents de police au Manitoba; coordination et mise en œuvre de politiques et de programmes de prévention du crime fondés sur des données probantes; services de sécurité aux ministères et organismes gouvernementaux.		
	a)	Services ministériels		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 754	4 732
		2) Autres dépenses	3 170	3 243
		3) Subventions	73	-
		Sous-total a)	7 997	7 975
	b)	Services correctionnels en milieu de détention		
		1) Salaires et avantages sociaux	183 989	189 485
		2) Autres dépenses	20 092	21 588
		3) Subventions	190	-
		Sous-total b)	204 271	211 073
	c)	Services correctionnels dans la communauté		
		1) Salaires et avantages sociaux	26 128	25 957
		2) Autres dépenses	2 915	2 916
		3) Subventions	2 397	2 397
		Sous-total c)	31 440	31 270
	d)	Services de police de la province		
		1) Autres dépenses	211 975	205 946
	e)	Accords bilatéraux de financement du maintien de l'ordre et de la sécurité publique		
		1) Autres dépenses	5 000	-

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
	f)	Services de maintien de l'ordre et sécurité publique		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 018	2 803
		2) Autres dépenses	1 013	1 013
		Sous-total f)	4 031	3 816
	g)	Organisme chargé des enquêtes sur l'application de la loi		
		1) Salaires et avantages sociaux	411	578
		2) Autres dépenses	38	38
		Sous-total g)	449	616
	h)	Commission de police du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	320	319
		2) Autres dépenses	118	118
		Sous-total h)	438	437
	i)	Unité d'enquête indépendante		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 660	1 641
		2) Autres dépenses	737	737
		Sous-total i)	2 397	2 378
	j)	Prévention du crime		
		1) Salaires et avantages sociaux	487	477
		2) Autres dépenses	103	103
		3) Subventions	1 203	1 203
		Sous-total j)	1 793	1 783
	k)	Sécurité		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 935	5 935
		2) Autres dépenses	879	879
		Sous-total avant les sommes récupérées	6 814	6 814
		3) Autres dépenses	(1 259)	(1 259)
		Total des sommes récupérées	(1 259)	(1 259)
		Sous-total k)	5 555	5 555

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
4.5	5.	Tribunaux	62 914	61 583
		Offre de services administratifs aux trois échelons du système judiciaire au Manitoba : la Cour d'appel, la Cour du Banc de la Reine et la Cour provinciale, de même qu'à d'autres services de soutien judiciaire dont le Programme d'exécution des ordonnances alimentaires, le Programme de recouvrement des amendes, le Programme de dédommagement, le Programme des travailleurs autochtones auprès des tribunaux, la commission d'examen et le Registre des véhicules mis à la fourrière.		
	a)	Services ministériels et gestion des programmes		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 298	5 295
		2) Autres dépenses	1 218	1 218
		Sous-total a)	6 516	6 513
	b)	Administration des tribunaux du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	12 838	12 739
		2) Autres dépenses	2 146	2 362
		Sous-total b)	14 984	15 101
	c)	Services judiciaires		
		1) Salaires et avantages sociaux	27 247	26 911
		2) Autres dépenses	1 909	1 883
		3) Subventions	28	28
		Sous-total c)	29 184	28 822
	d)	Bureau du shérif		
		1) Salaires et avantages sociaux	10 681	9 910
		2) Autres dépenses	1 549	1 237
		Sous-total d)	12 230	11 147
D.N.V.	6.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	3 669	3 066
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	3 669	3 066
Partie B – Investissements en immobilisations				
4.6	4.	Immobilisations	3 090	3 090
		Coûts de développement et de mise à niveau des systèmes de technologies de l'information, et coûts d'acquisition de matériel.		
	a)	Actif général		
		1) Acquisition de matériel	3 090	3 090
		2) Projets de technologie de l'information	-	-

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS (13)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration et finances	6 443	1,1	6 370
2. Aménagement et développement communautaires	46 993	45,7	32 252
3. Évaluation et capacité municipales	11 524	1,9	11 304
4. Aide financière	313 951	0,1	313 731
Sous-total	378 911	4,2	363 657
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
5. Coûts liés aux immobilisations	710	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	379 621	4,4	363 657
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	241 386	24,8	193 411
Subventions en capital	137 525	(19,2)	170 246
Total des crédits à voter	378 911	4,2	363 657
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	710	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	379 621	4,4	363 657
Partie B – Investissements en immobilisations			
13. Immobilisations			
Actif général	1 725	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B – Investissements en immobilisations	1 725	-	-
Partie C – Prêts et garanties			
Total de la Partie C – Prêts et garanties	67 263	-	-

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS (13), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A – Fonctionnement			
Budget des dépenses publié 2019-2020			359 511
Transfert venant de :			
- Conservation et Climat			2 531
- Éducation			205
- Sport, Culture et Patrimoine			4 720
Transfert allant à :			
- Services centralisés			(2 711)
- Commission de la fonction publique			(21)
- Développement économique et Formation			(79)
- Éducation			(27)
- Finances			(270)
- Justice			(192)
- Sport, Culture et Patrimoine			(10)
Budget des dépenses 2019-2020 (après rajustement)			363 657

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
------------------------	-------------------------	----------	-------------------------------	-------------------------------

RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS (13), suite

Partie A – Fonctionnement

13.1	1.	Administration et finances	6 443	6 370
		Planification, direction et contrôle, au niveau exécutif, de la politique et des programmes du ministère. Contrôle financier et service de gestion centralisé, y compris les services financiers et administratifs, et examen du budget.		
		<i>Commission municipale</i> : conformément aux dispositions législatives, examen des emprunts, de l'évaluation, de l'aménagement et d'autres questions municipales, et décisions sur ces questions. Soutien administratif de la Commission de l'évaluation foncière et de la Commission d'appel de l'aide aux sinistrés.		
		<i>Secrétariat aux affaires francophones</i> : fournit des conseils aux organismes publics relativement à la Loi sur l'appui à l'épanouissement de la francophonie manitobaine, à la politique sur les services en français et aux dispositions législatives connexes régissant la prestation de services en français. Coordonne les activités des centres de services bilingues et fournit des services de traduction, d'interprétation et de gestion de la terminologie.		
		<i>Politique stratégique et financière</i> : aide le ministère en fournissant des conseils stratégiques, des analyses et du soutien relativement aux aspects essentiels des finances municipales, des relations avec les intervenants et d'autres initiatives ministérielles et gouvernementales.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	42	42
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	818	739
		2) Autres dépenses	112	112
		Sous-total b)	930	851
	c)	Services administratifs et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	597	459
		2) Autres dépenses	155	125
		Sous-total c)	752	584

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS (13), suite				
	d)	Commission municipale		
		1) Salaires et avantages sociaux	799	733
		2) Autres dépenses	117	117
		Sous-total d)	916	850
	e)	Secrétariat aux affaires francophones		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 748	1 748
		2) Autres dépenses	820	820
		3) Subventions	197	197
		Sous-total avant les sommes récupérées	2 765	2 765
		4) Autres dépenses	(30)	(30)
		Total des sommes récupérées	(30)	(30)
		Sous-total e)	2 735	2 735
	f)	Politique stratégique et financière		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 000	1 240
		2) Autres dépenses	68	68
		Sous-total f)	1 068	1 308
13.2	2.	Aménagement et développement communautaires	46 993	32 252
		Coordonne l'élaboration, l'intégration et la prestation des services d'aménagement du territoire et de développement communautaire dans le but de faciliter la croissance et le développement durables des communautés manitobaines.		
		Appuie et renforce le réseau de prestation de services régionaux à l'échelle municipale, régionale et provinciale.		
		Élabore et met en œuvre des programmes de développement communautaire intégrés et durables dans l'ensemble de la province, en partenariat avec des administrations locales, des organismes sans but lucratif et d'autres intervenants.		
		<i>Bureau du commissaire aux incendies</i> : enquête sur les incendies afin d'appuyer les autorités locales, offre de la formation aux membres du service d'incendie du Manitoba, procède à des interventions d'urgence à l'échelle de la province en cas d'incidents de grande envergure, coordonne le système provincial d'entraide et fournit du soutien technique aux municipalités et aux services d'incendie.		

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS (13), suite				
	a)	Planification communautaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 036	4 167
		2) Autres dépenses	635	635
		Sous-total a)	4 671	4 802
	b)	Développement communautaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 484	2 446
		2) Autres dépenses	642	642
		3) Subventions	28 152	28 152
		Sous-total avant les sommes récupérées	31 278	31 240
		4) Subventions	(3 790)	(3 790)
		Total des sommes récupérées	(3 790)	(3 790)
		Sous-total b)	27 488	27 450
	c)	Inspection et services techniques		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 219	-
		2) Autres dépenses	1 694	-
		Sous-total c)	6 913	-
	d)	Bureau du commissaire aux incendies		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 012	-
		2) Autres dépenses	2 549	-
		3) Subventions	360	-
		Sous-total d)	7 921	-
13.3	3.	Capacité et évaluation municipales	11 524	11 304
		Appui aux administrations locales pour qu'elles fonctionnent de façon efficace et efficiente, et au cadre législatif pour les administrations municipales. Orientation et direction afin de favoriser des pratiques de bonne gouvernance dans les municipalités, notamment les comportements respectueux et les codes de conduite, les conflits d'intérêts, la transparence, l'accessibilité et la réactivité. Soutien financier aux municipalités et subventions en remplacement de taxes et d'impôts pour les biens fonciers appartenant à la Province. Prestation de services d'évaluation foncière pour toutes les autorités fiscales à l'exception de la Ville de Winnipeg.		
	a)	Capacité et gouvernance municipales		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 306	1 130
		2) Autres dépenses	415	415
		Sous-total a)	1 721	1 545

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS (13), suite				
	b)	Services d'évaluation		
		1) Salaires et avantages sociaux	9 018	9 156
		2) Autres dépenses	1 347	1 347
		Sous-total avant les sommes récupérées	10 365	10 503
		3) Salaires et avantages sociaux	(2 255)	(2 277)
		4) Autres dépenses	(299)	(299)
		Total des sommes récupérées	(2 554)	(2 576)
		Sous-total b)	7 811	7 927
	c)	Systèmes d'information		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 366	1 184
		2) Autres dépenses	1 120	1 120
		Sous-total avant les sommes récupérées	2 486	2 304
		3) Salaires et avantages sociaux	(246)	(230)
		4) Autres dépenses	(248)	(242)
		Total des sommes récupérées	(494)	(472)
		Sous-total c)	1 992	1 832
13.4	4.	Aide financière	313 951	313 731
		Financement pour appuyer la prestation de services municipaux et de renouvellement de l'infrastructure.		
	a)	Financement des municipalités et subventions connexes		
		1) Subventions	297 696	297 696
	b)	Commission des services d'approvisionnement en eau du Manitoba		
		1) Subventions	15 824	15 824
	c)	Subventions aux municipalités en remplacement de taxes et d'impôts		
		1) Subventions	18 902	17 508
		Sous-total avant les sommes récupérées	18 902	17 508
		2) Subventions	(18 471)	(17 297)
		Total des sommes récupérées	(18 471)	(17 297)
		Sous-total c)	431	211

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS (13), suite				
D.N.V.	5.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées) Couvre les coûts liés aux immobilisations.	710	-
	a)	Actif général		
	1)	Amortissement	710	-
<hr/>				
Partie B – Investissements en immobilisations				
13.5	6.	13. Immobilisations Couvre les coûts d'acquisition de matériel.	1 725	-
	a)	Actif général	1 725	-
<hr/>				
Partie C – Prêts et garanties				
13.6	7.	13. Programmes de prêts et de garanties Autorisation des investissements pour répondre aux besoins en matière d'immobilisations et d'exploitation non budgétaires.	67 263	-
	a)	Commission des services d'approvisionnement en eau du Manitoba	67 263	-

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
SPORT, CULTURE ET PATRIMOINE (14)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration et finances	15 473	0,2	15 436
2. Programmes – Culture et Sport	54 617	0,4	54 377
3. Documentation et information.	2 658	1,3	2 625
Sous-total	72 748	0,4	72 438
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
4. Coûts liés aux immobilisations	17	-	17
Total de la Partie A – Fonctionnement	72 765	0,4	72 455
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement.	72 748	0,4	72 438
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	72 748	0,4	72 438
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	17	-	17
Infrastructure.	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	72 765	0,4	72 455

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
SPORT, CULTURE ET PATRIMOINE (14), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A – Fonctionnement			
Budget des dépenses publié 2019-2020			104 535
Transfert venant de :			
- Conservation et Climat			14 343
- Familles			5
- Relations avec les municipalités			10
Transfert allant à :			
- Commission de la fonction publique			(13)
- Familles			(1 060)
- Finances			(6 934)
- Santé, Aînés et Vie active			(318)
- Justice			(101)
- Relations avec les municipalités			(4 720)
- Allègements fiscaux			(33 288)
- Dette publique			(4)
Budget des dépenses 2019-2020 (après rajustement)			<u>72 455</u>
Partie B – Investissements en immobilisations			
Budget des dépenses publié 2019-2020			135
Transfert allant à :			
- Finances			(135)
Budget des dépenses 2019-2020 (après rajustement)			<u>-</u>

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
SPORT, CULTURE ET PATRIMOINE (14), suite				
Partie A – Fonctionnement				
14.1	1.	Administration et finances	15 473	15 436
		Planification, gestion et contrôle de la politique et des programmes du ministère. Services financiers, administratifs et de technologies de l'information centralisés.		
		Assure le fonctionnement du Bureau du lieutenant-gouverneur.		
		Assure le fonctionnement du Secrétariat à la condition féminine du Manitoba. Promeut l'égalité des sexes et la pleine participation des femmes à la société en encourageant la sensibilisation, en élaborant des politiques et des dispositions législatives et en créant des ressources. Cela comprend le Programme de prévention de la violence familiale, qui favorise l'élimination de la violence familiale par le financement et la supervision d'organismes communautaires offrant des programmes et des services d'urgence.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	42	42
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	724	773
		2) Autres dépenses	94	69
		Sous-total b)	818	842
	c)	Services financiers et administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 043	1 054
		2) Autres dépenses	196	196
		Sous-total c)	1 239	1 250
	d)	Bureau du lieutenant-gouverneur		
		1) Salaires et avantages sociaux	311	286
		2) Autres dépenses	102	102
		Sous-total d)	413	388
	e)	Secrétariat à la condition féminine du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 014	967
		2) Autres dépenses	212	212
		3) Subventions	80	80
		4) Aide financière	11 655	11 655
		Sous-total e)	12 961	12 914

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
SPORT, CULTURE ET PATRIMOINE (14), suite				
14.2	2.	Programmes – Culture et Sport	54 617	54 377
		Soutien le développement des programmes et des services relatifs aux arts communautaires, au sport amateur, au patrimoine et aux bibliothèques, et encourage les partenariats entre le gouvernement et les communautés ethnoculturelles. Régleme nte la protection et la préservation d'éléments significatifs du patrimoine du Manitoba. Veille à ce que les priorités et les activités du gouvernement soient conformes aux principes du multiculturalisme. Aide les organismes créés par une loi à promouvoir les industries culturelle et artistique.		
	a)	Politique stratégique		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 616	1 628
		2) Autres dépenses	525	556
		3) Subventions	6 951	6 831
		Sous-total a)	9 092	9 015
	b)	Services et programmes communautaires		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 155	1 183
		2) Autres dépenses	145	130
		3) Subventions	4 432	4 652
		Sous-total b)	5 732	5 965
	c)	Soutien des principaux programmes et organismes		
		1) Salaires et avantages sociaux	874	884
		2) Autres dépenses	146	130
		3) Subventions	38 773	38 383
		Sous-total c)	39 793	39 397
14.3	3.	Documentation et information	2 658	2 625
		Assure le fonctionnement des Archives du Manitoba, en s'occupant notamment du programme des documents gouvernementaux ainsi que des documents d'archives de la Compagnie de la Baie d'Hudson, et de la Bibliothèque de l'Assemblée législative.		
	a)	Archives du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 565	2 571
		2) Autres dépenses	394	349
		Sous-total avant les sommes récupérées	2 959	2 920
		3) Autres dépenses	(1 099)	(1 099)
		Total des sommes récupérées	(1 099)	(1 099)
		Sous-total a)	1 860	1 821

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
SPORT, CULTURE ET PATRIMOINE (14), suite				
	b)	Bibliothèque de l'Assemblée législative		
	1)	Salaires et avantages sociaux	658	664
	2)	Autres dépenses	140	140
		Sous-total b)	798	804
D.N.V.	4.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	17	17
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
	1)	Amortissement	17	17

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
ALLÈGEMENTS FISCAUX (33)			
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
1. Crédits d'impôt (dépenses non votées)	176 446	7,8	163 740
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
2. Remboursements en matière d'impôt et frais.	221 559	(0,7)	223 100
Total de la Partie A – Fonctionnement	398 005	2,9	386 840
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement.	221 559	(0,7)	223 100
Subventions en capital.	-	-	-
Total des crédits à voter	221 559	(0,7)	223 100
Dépenses non votées.	176 446	7,8	163 740
Total de la Partie A – Fonctionnement	398 005	2,9	386 840

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A – Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2019-2020.	-
Transfert venant de :	
- Développement économique et Formation.	1 700
- Éducation.	350 505
- Finances.	1 347
- Sport, Culture et Patrimoine.	33 288
Budget des dépenses 2019-2020 (après rajustement)	386 840

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
ALLÈGEMENTS FISCAUX (33), suite				
Partie A – Fonctionnement				
D.N.V.	1.	Crédits d'impôt (dépenses non votées)	176 446	163 740
		Paiement des dépenses hors caisse liées aux crédits d'impôt du Manitoba.		
	a)	Crédit d'impôt pour l'édition		
	1)	Autres dépenses	688	688
	b)	Crédit d'impôt pour l'impression d'œuvres des industries culturelles		
	1)	Autres dépenses	1 100	1 100
	c)	Crédit d'impôt foncier pour l'éducation		
	1)	Autres dépenses	140 000	127 910
	d)	Crédit d'impôt pour la production de films et de vidéos		
	1)	Autres dépenses	31 500	31 500
	e)	Crédit d'impôt pour les médias numériques interactifs		
	1)	Autres dépenses	2 300	1 700
	f)	Aide en matière de taxes scolaires		
	1)	Autres dépenses	858	842
33.1	2.	Remboursements en matière d'impôt et frais	221 559	223 100
		Paiement des dépenses de trésorerie et des frais liés aux impôts.		
	a)	Remboursement de l'impôt foncier pour l'éducation à l'intention des propriétaires		
	1)	Autres dépenses	220 100	221 753
	b)	Frais relatifs à l'administration fédérale		
	1)	Autres dépenses	1 459	1 347

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
CRÉDITS D'AUTORISATION (26)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Mise en œuvre de certaines ententes	9 556	(3,7)	9 924
2. Rajustements liés aux services internes	221 676	13,6	195 113
3. Fonds du Plan vert et de réduction du carbone	40 000	-	40 000
Sous-total	271 232	10,7	245 037
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
4. Transfert d'actifs	120 000	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	391 232	59,7	245 037
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	269 732	10,8	243 537
Subventions en capital	1 500	-	1 500
Total des crédits à voter	271 232	10,7	245 037
Dépenses non votées	120 000	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	391 232	59,7	245 037
Partie B – Investissements en immobilisations			
26. Immobilisations – Rajustements liés aux services internes (crédit d'autorisation)			
Actif général	135 000	-	135 000
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B – Investissements en immobilisations	135 000	-	135 000

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A – Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2019-2020	232 924
Transfert venant de :	
- Infrastructure	12 113
Budget des dépenses 2019-2020 (après rajustement)	245 037

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
CRÉDITS D'AUTORISATION (26), suite				
Partie A – Fonctionnement				
26.1	1.	Mise en œuvre de certaines ententes	9 556	9 924
		Dépenses du Manitoba liées aux activités entreprises dans le cadre de diverses ententes intergouvernementales et d'autres ententes.		
	a)	Entente-cadre Canada-Manitoba sur les droits fonciers issus de traités		
	1)	Autres dépenses	100	100
	b)	Entente Canada-Manitoba relative aux services en français		
	1)	Autres dépenses	850	850
	c)	Programme de développement international		
	1)	Subventions	1 200	1 200
	d)	Projets liés à l'immigration		
	1)	Subventions	7 406	7 774
26.2	2.	Rajustements liés aux services internes	221 676	195 113
		Coût prévu de divers rajustements liés à la transformation de la main-d'œuvre et du gouvernement, aux services internes et autres coûts pouvant découler de modifications au chapitre de la conception ou de la prestation des programmes, et des éventualités. Coûts des rajustements liés aux salaires ou aux avantages sociaux qui ne sont pas compris dans les crédits des ministères.		
	a)	Assainissement des fonds gouvernementaux		
		Fonds de réserve pour l'abandon	3 153	-
		Fonds de réserve de remise en état des mines	13 899	-
		Fonds de mise en valeur du poisson et de la faune	2 500	-
		Fonds de réserve de remise en état des carrières	5 339	-
		Fonds de la Loi sur les machines et le matériel agricoles	569	-
		Manitoba Opportunities Fund	16 500	-
		Fonds de revitalisation urbaine	7 388	-
		Fonds d'aide aux victimes	11 433	-
		Aide juridique	1 850	-
		Fonds manitobain de littératie financière des emprunteurs	165	-
		Fonds d'indemnisation des titres fonciers	279	-
		Fonds pour l'éducation du public sur la sécurité et la santé au travail	120	-
		Fonds de construction et de remise en état de logements	12 700	-
		Fonds de prévention des incendies	9 140	-
		Fonds d'amélioration de la productivité de l'industrie du transport routier	5 000	-
		Fonds d'aide à la réduction du volume et au recyclage des déchets	2 806	-
		Sous-total a)	92 841	-

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
CRÉDITS D'AUTORISATION (26), suite				
	b)	Fonds des idées		
	1)	Autres dépenses	50 000	25 000
	c)	Accord de financement entre le Canada et le Manitoba sur les services de soins à domicile et de soins communautaires et les services en santé mentale et en toxicomanie		
	1)	Autres dépenses	22 000	20 000
	d)	Bureau d'harmonisation de l'éducation postsecondaire avec le marché du travail		
	1)	Autres dépenses	3 000	-
	e)	Réserve pour la réforme des services correctionnels pour les jeunes		
	1)	Autres dépenses	2 000	-
	f)	Fonds d'apprentissage		
	1)	Autres dépenses	2 000	2 000
	g)	Autres éventualités		
	1)	Salaires et avantages sociaux	16 162	16 162
	2)	Autres dépenses	33 673	131 951
		Sous-total g)	49 835	148 113
26.3	3.	Fonds du Plan vert et de réduction du carbone	40 000	40 000
		Élaboration et mise en œuvre de projets se rapportant à l'innovation environnementale, à la réduction du carbone et au changement climatique.		
	a)	Fonds du Plan vert et climatique du Manitoba		
	1)	Autres dépenses	40 000	40 000
D.N.V.	4.	Transfert d'actifs	120 000	-
		Frais de comptabilité pour le transfert d'actifs du gouvernement		
	a)	Aéroports et service de traversiers du Nord	55 000	-
	b)	Société du Centre du centenaire du Manitoba	35 000	-
	c)	Société protectrice du patrimoine écologique du Manitoba	30 000	-

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
------------------------	-------------------------	----------	-------------------------------	-------------------------------

CRÉDITS D'AUTORISATION (26), suite

Partie B – Investissements en immobilisations

26.4	26.	Immobilisations – Rajustements liés aux services internes	135 000	135 000
		Éventualités de capitaux pour la transformation, y compris les investissements prévus en biens de l'actif général ou en biens d'infrastructure dans le cadre de divers rajustements liés aux services internes et à d'autres initiatives.		
	a)	Immobilisations	65 000	135 000
	b)	Résilience écologique	45 000	-
	c)	Fonds des idées	25 000	-

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
URGENCES DIVERSES ET AUTRES CRÉDITS (27)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Urgences diverses	100 000	128,3	43 800
2. Provision pour les pertes et dépenses des sociétés d'État et d'autres organismes gouvernementaux	500	-	500
Total de la Partie A – Fonctionnement	100 500	126,9	44 300
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	100 500	126,9	44 300
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	100 500	126,9	44 300

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A – Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2019-2020 - Autres crédits	50 000
Transfert allant à :	
- Infrastructure	(5 700)
Budget des dépenses 2019-2020 (après rajustement)	44 300

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
URGENCES DIVERSES ET AUTRES CRÉDITS (27), suite				
Partie A – Fonctionnement				
27.1	1.	Urgences diverses	100 000	43 800
		Dépenses entraînées par les feux de forêt, les inondations et autres désastres naturels; dépenses liées aux interventions en cas d'urgences environnementales; aide aux personnes sinistrées et autres dépenses connexes.		
	a)	Urgences diverses		
	1)	Autres dépenses	100 000	43 800
27.2	2.	Provision pour les pertes et dépenses des sociétés d'État et d'autres organismes gouvernementaux	500	500
		Financement des pertes et des dépenses des sociétés d'État et des organismes, commissions, conseils et autres entités gouvernementales pour lesquels aucun crédit n'est prévu ailleurs dans le présent budget.		

CRÉDITS	2020-2021 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2019-2020	2019-2020 (milliers de \$)*
DETTE PUBLIQUE (31)			
Partie A – Fonctionnement (dépenses législatives)			
1. Dette publique (dépenses législatives)	<u>822 437</u>	(9,4)	<u>907 646</u>
Total de la Partie A – Fonctionnement	<u><u>822 437</u></u>	(9,4)	<u><u>907 646</u></u>
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses législatives	<u>822 437</u>	(9,4)	<u>907 646</u>
Total de la Partie A – Fonctionnement	<u><u>822 437</u></u>	(9,4)	<u><u>907 646</u></u>

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A – Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2019-2020	-
Transfert venant de :	
- Agriculture et Développement des ressources	284
- Services centralisés	39 550
- Conservation et Climat	11 921
- Développement économique et Formation	603
- Éducation	74 013
- Familles	220
- Finances	225 332
- Santé, Aînés et Vie active	582
- Relations avec les Autochtones et le Nord	50
- Infrastructure	205 591
- Justice	862
- Sport, Culture et Patrimoine	4
Transfert allant à :	
- Recettes – Fonds d’amortissement et autres bénéfiques nets	<u>348 634</u>
Budget des dépenses 2019-2020 (après rajustement)	<u><u>907 646</u></u>

RÉS. N ^o	POSTE N ^o	RUBRIQUE	2020-2021 (milliers de \$)	2019-2020 (milliers de \$)
DETTE PUBLIQUE (31), suite				
Partie A – Fonctionnement				
D.L.	1.	Dette publique (dépenses législatives)	822 437	907 646
		Paie ment des frais d'intérêts et des dépenses connexes relatifs à la dette publique du gouvernement du Manitoba.		
	a)	Intérêts sur la dette publique du Manitoba et dépenses connexes		
	1)	Autres dépenses	1 842 302	1 916 666
	b)	Intérêts sur les fonds spéciaux et en fiducie		
	1)	Autres dépenses	30 350	29 300
	c)	Moins : Récupération des intérêts auprès de la Régie de l'hydro-électricité du Manitoba		
	1)	Autres dépenses	(869 366)	(860 771)
	d)	Moins : Récupération des intérêts auprès d'autres organismes gouvernementaux		
	1)	Autres dépenses	(180 849)	(177 549)